

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES GARANTIES D'ORDRE JUDICIAIRE

APPLICABLES A LA

CRÉANCE DE RENTE VIAGÈRE

AU POINT DE VUE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS

DONT LES OUVRIERS SONT VICTIMES DANS LEUR TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 23 Mai 1901 à 8 h. 1/2

PAR

M. RENÉ CRAGGS

Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants { MM. JAY, professeur.
GIDE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES GARANTIES D'ORDRE JUDICIAIRE

APPLICABLES A LA

CRÉANCE DE RENTE VIAGÈRE

AU POINT DE VUE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS

DONT LES OUVRIERS SONT VICTIMES DANS LEUR TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 23 Mai 1901 à 8 h. 1/2

PAR

M. RENÉ CRAGGS



Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
GIDE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AÎNÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1901

BIBLIOGRAPHIE

Paul Pont. — Petits contrats, t. I, n° 757.

Laurent. — T. XXVII, n° 321.

Guillouard. — Contrats aléatoires, n° 207, p. 309.

Thaller. — Traité élémentaire de droit commercial nos 1904 à 1907, p. 978-980.

Supplément au Répertoire de législation de Dalloz : Rente viagère, nos 96 et suivants. — Responsabilité, n° 318.

Législation, lois, décrets, arrêtés, circulaires, barème, tarifs, tables de mortalité relatifs à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

PRÉLIMINAIRES

Objet et division de cette étude

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898, sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, M. Poirrier, à la séance du Sénat du 8 mars de la même année, disait, à propos de l'article 28 : « J'aurais désiré que la commission reproduisît la disposition que j'avais ajoutée... : « les tribunaux ne pourront, en aucun cas, prescrire la dation de garanties particulières, pour l'exécution des jugements rendus par application des dispositions qui précèdent, et ces jugements ne conféreront point le bénéfice de l'hypothèque judiciaire. » Il n'indiquait pas ce qu'il entendait par les garanties particulières dont il parlait. Sa proposition était, à ses yeux, la disposition complémentaire indispensable du § 1^{er} de l'article 28 qui portait que « le versement du capital représentatif des pensions allouées

en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs ». L'amendement ne fut point adopté ; mais la commission donna une satisfaction partielle aux desiderata de M. Poirrier, en ajoutant à l'article 26 de la loi un alinéa, ainsi conçu : « les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurance. » Elle crut pouvoir laisser de côté la question de la dation des garanties particulières, d'ordre judiciaire, auxquelles l'amendement faisait allusion.

L'opinion de M. Poirrier paraissait être que ces garanties avaient pour effet d'investir le titulaire de la pension d'un droit de propriété portant sur le capital, et, sans doute, ce fut, aussi, l'avis de la commission, puisque celle-ci jugea le § 1^{er} de l'article 28 suffisant pour écarter l'application des garanties qui préoccupaient l'auteur de l'amendement. Mais cette opinion est loin d'être incontestablement exacte. Quel est donc le principe, en vertu duquel le juge peut prescrire des garanties de nature à pouvoir être assimilées à l'hypothèque.

Ces garanties procèdent tantôt du pouvoir du juge et tantôt d'une disposition du Code civil.

Lorsqu'il s'agit d'une dette d'indemnité mise à la charge d'une personne, à raison d'un préjudice causé à une autre, le tribunal qui prononce la

condamnation, a, en principe, le pouvoir de déterminer la manière dont la réparation aura lieu. Si le juge condamne l'auteur du préjudice au paiement d'une rente viagère, il pourra décider la consignation d'un capital assez élevé pour que les arrérages de la rente puissent être produits par lui. Dans ce cas, le créancier de l'indemnité se trouve nanti de la somme consignée. La faillite de son débiteur ne le touche pas. Il est titulaire d'un véritable droit réel, de l'usufruit d'un capital déterminé.

Nul doute que l'amendement de M. Poirrier visât cette hypothèse. Le rejet de cette disposition a eu pour effet de poser à nouveau la question qu'elle avait pour objet de résoudre : le juge ne pourra-t-il pas prescrire au chef d'entreprise condamné au paiement d'une rente viagère, en vertu de la loi nouvelle, la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente ?

Une autre garantie de même nature, résulte de l'application de l'article 1978 du Code civil, ainsi conçu :

« Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné : il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur et de faire ordonner ou consentir

sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages ». Cet article s'étend à l'obligation contractuelle et à l'obligation légale de rente viagère ; il consacre un droit qui se fonde sur la nature du bien juridique, indépendamment de sa source. Son objet est, évidemment, d'empêcher la résolution pour inexécution des conventions ; c'est une disposition opposée et symétrique des articles 1912 et 1913 qui régissent les rentes perpétuelles. Au lieu de prévoir l'hypothèse où il y a résolution pour inexécution des conventions, il dispose pour un cas où il y a inexécution sans résolution. Il s'applique toutes les fois qu'il y a inexécution, quelle qu'en soit la cause : mauvaise foi ou insolvabilité.

L'interprétation de l'article 1978 du Code civil est matière à controverse

Deux systèmes se sont fait jour. Pour certains, la somme suffisante visée par le texte est le capital nécessaire pour se procurer une rente de même valeur que celle qui est l'objet de l'obligation. Le juge fixera cette somme, en considération des circonstances, et, notamment, de l'âge du crédi-rentier ; et, bien que le législateur de 1804 n'ait pas connu la rente viagère, sous la forme d'opération d'assurance sur la vie, rien n'empêche, aujourd'hui, le juge de prendre les tarifs des compagnies pour base de son évaluation. Ce système aboutit à investir le

crédi-rentier d'un droit sur le capital représentatif de la rente ; il le fait, en définitive, créancier de ce capital. C'est, sans doute, ce que voulait éviter M. Poirrier, puisque son amendement était, à l'entendre, la conséquence du § 1^{er} de l'article 28. Si cette interprétation devait rallier tous les suffrages, on pourrait soutenir que la question des garanties d'ordre judiciaire applicables à la rente viagère, ne se pose pas, en matière d'accidents du travail ; le § 1^{er} de l'article 28 suffirait, peut-être, à l'écartier. Mais, pour d'autres interprètes, la somme suffisante dont parle l'article 1978, doit être le capital d'une rente perpétuelle dont les intérêts compenseraient les arrérages de la rente viagère en litige et qui, par suite, se trouverait frappé d'indisponibilité à l'égard du débi-rentier, jusqu'au décès du crédi-rentier. Ce système aboutit, en fait, au paiement immédiat de la créance de rente moyennant l'usufruit du capital de la rente considérée comme perpétuelle ; il fait du crédi-rentier, au cas d'inexécution de l'obligation, l'usufruitier de ce capital. Si ce système peut être soutenu, le § 1^{er} de l'article 28 de la loi ne paraît plus s'opposer à l'application de l'article 1978 du Code civil. La question des garanties d'ordre judiciaire applicables aux rentes allouées en matière d'accident du travail, reste entière. Pour la trancher, il aurait fallu une disposition expresse dérogeant au droit commun. L'amendement de M. Poirrier, tel

qu'il était rédigé, instituait la dérogation nécessaire. Bien que son auteur ne paraît pas avoir eu en vue les conséquences de la deuxième interprétation de l'article 1978, ses termes étaient assez compréhensifs pour y faire obstacle. L'amendement ayant été repoussé, la question n'est pas entamée.

Qu'on se place au point de vue du premier ou du second système, il est généralement entendu que si l'application de l'article 1978 est provoquée par l'insolvabilité du débi-rentier, le crédi-rentier sera payé en monnaie de faillite : le dividende portera soit sur le capital représentatif de la rente viagère, soit sur le capital de la rente considérée comme perpétuelle.

Cependant, certains tribunaux ont, parfois, interprété les dispositions du Code civil, en matière de rente viagère, de manière à instituer, en définitive, une sorte de privilège au profit du crédi-rentier (Voir un arrêt de la Cour de Grenoble du 4 décembre 1855, Dalloz, 1856, 2^e partie, p. 278).

Au cas d'inexécution de la rente allouée à l'ouvrier victime d'un accident du travail, c'est, aux termes de la loi nouvelle, l'Etat qui, en principe, poursuit le débiteur. Des règlements d'administration publique ont prévu les formes dans lesquelles s'exerceront les poursuites de l'Etat. Laissent-ils place au jeu des garanties d'ordre judiciaire, tirées de l'article 1978 du Code civil ? Au cas d'insolvabilité du

chef d'entreprise, la loi du 9 avril 1898 a prévu des dispositions spéciales ; ne suppriment-elles pas la fonction de l'article 1978, comme de toute disposition de droit commun, quelque acception qu'on lui donne ?

Il peut arriver que le chef d'entreprise ait contracté une assurance contre les accidents. Que reste-t-il, à ce point de vue, du domaine de l'article 1978 ? A tort ou à raison, la mise en liquidation de la compagnie d'assurance contre les accidents du travail n'a pas été prévue. Or, dans le cas d'assurance du chef d'entreprise, l'Etat s'interdit tout recours contre ce dernier. Si la liquidation arrive, ce sera entre l'Etat et la compagnie que les comptes se régleront. En l'absence de dispositions spéciales, n'est-ce pas l'article 1978 du Code civil qui devra s'appliquer ?

La loi permet aussi aux chefs d'entreprise de former des syndicats en vue de répartir, sur tous leurs adhérents, la charge des indemnités que chacun d'eux est appelé à devoir à ses ouvriers victimes d'accident. Y aurait-il, ici encore, au cas de rente viagère inexécutée, matière à l'application des dispositions du Code civil ?

Tel est, en raccourci, l'ensemble des questions que soulève l'extension des garanties d'ordre judiciaire, à la créance de rente viagère due, en vertu de

la loi sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

En conséquence, nous diviserons cette étude en quatre parties :

I. — Le juge peut-il, en prononçant la condamnation du chef d'entreprise au paiement de la rente fixée par la loi, ordonner la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente ?

II. — L'article 1978 du Code civil est-il applicable au cas de défaut de paiement des arrérages d'une rente viagère due en vertu de la loi du 9 avril 1898.

III. — Les dispositions de la loi du 9 avril 1898 qui prévoient l'insolvabilité du chef d'entreprise excluent-elles toute application de l'article 1978 du Code civil.

IV. — Quelle solution y a-t-il lieu d'adopter au cas d'assurance du chef d'entreprise ou de son affiliation à un syndicat de garantie.

Cette étude présente des intérêts très divers. Il s'agit, en premier lieu, de sauvegarder le domaine du droit commun : c'est le côté juridique de la question. Elle présente aussi un intérêt social. Elle met en discussion un régime applicable aux relations entre ouvriers victimes d'un accident du travail et patrons tenus, à leur égard, d'une dette d'indemnité. A raison même du système particulier de ga-

ranties consacré par le législateur de 1898, la question a, encore, un intérêt financier et économique. L'Etat est, dans une certaine mesure, la caution de l'obligation du chef d'entreprise et il l'acquitte, à son défaut, au moyen du produit d'un impôt spécial qui frappe la masse des commerçants et des industriels. La solution à intervenir intéresse, par conséquent, les finances de l'Etat et le crédit commercial.

L'étude d'une question aussi complexe mériterait d'être facilitée par l'abondance des matériaux. A cet égard, la question est assez aride. Il ne s'agit pas d'apprécier, au point de vue critique des théories doctrinales ou des décisions de jurisprudence. Abstraction faite des systèmes ou des arrêts qui tranchent, dans un sens ou dans l'autre, la question générale de l'interprétation de l'article 1978 du Code civil, les théories et les décisions de justice font absolument défaut. Il s'agit en effet de déterminer la portée d'une loi trop récente pour qu'elles aient eu le temps de se produire.

CHAPITRE PREMIER

Le juge peut-il, en prononçant la condamnation du Chef d'entreprise au paiement de la rente fixée par la loi ordonner la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente ?

Sommaire : Absence de dispositions s'opposant expressément au pouvoir du juge d'ordonner la consignation. — Essai de justification de ce pouvoir considéré en lui-même. — Pourquoi la loi nouvelle ne saurait l'atteindre. — La consignation ordonnée par le juge fait-elle double emploi avec la garantie de l'Etat : nature de cette garantie.

Conditions dans lesquelles le juge pourrait ordonner la consignation au point de vue de la loi du 9 avril 1898. — Différence de la consignation avec l'hypothèque judiciaire.

Fonction de la consignation ordonnée par le juge, au point de vue social.

Effets de la consignation au point de vue des intérêts des justiciables et des contribuables et au cas de faillite, à l'égard de la masse.

Forme de la consignation.

I. — Lorsqu'un ouvrier est victime d'un accident, il y a lieu, sous la responsabilité du chef d'entreprise, à une déclaration et à une enquête que dirige le juge de paix. S'il résulte de l'enquête que l'ouvrier est atteint d'une infirmité entraînant une

incapacité permanente et que, par suite, l'indemnité, à son profit, soit une rente viagère, le dossier de l'enquête est transmis, par les soins du juge de paix, au président du tribunal civil de l'arrondissement. Celui-ci convoque les parties et, si elles sont d'accord, il rend une ordonnance qui fixe définitivement l'indemnité. Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal d'arrondissement, qui statuera comme en matière sommaire. Dans le premier cas, le président du tribunal ne remplit pas les fonctions de juge : il constate l'accord des parties et donne un titre au créancier. Il joue le rôle d'officier public. Il n'y a pas lieu de se demander, dans cette hypothèse, s'il peut ordonner la consignation d'un capital quelconque. Dans le second cas, il y a une contestation : le juge apparaît. Or, le juge a, en matière d'indemnité, la faculté de déterminer la manière dont la réparation aura lieu ; il peut notamment, au cas de rente viagère, ordonner la consignation au profit du crédi-rentier, de la somme dont les intérêts compenseront les arrérages de la rente. Le juge de l'indemnité due à l'ouvrier à raison d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente, a-t-il la même faculté, peut-il ordonner, au profit de l'ouvrier, la consignation d'un capital, dans les mêmes termes ? (1)

1. La même procédure est suivie et la même question se pose, au cas où il s'agit d'une rente due à la veuve de l'ouvrier dont la mort a été causée par un accident du travail.

La loi du 9 avril 1898 est une loi spéciale ; elle a par conséquent, un caractère dérogatoire. Nous devons donc déterminer la portée de ses dispositions en lui appliquant les règles d'une interprétation restrictive. Tout principe de droit commun qu'elle ne détruit pas, subsiste.

Cette loi détermine le quantum et la forme de l'indemnité, dans les hypothèses générales auxquelles donne lieu son application. S'il s'agit d'un accident ayant entraîné une incapacité temporaire, c'est une indemnité journalière égale à la moitié du salaire actuel. Dans le cas d'incapacité permanente, c'est une rente viagère égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire, quand l'incapacité est partielle, et aux deux tiers du salaire annuel, quand l'incapacité est absolue. Ces dispositions s'imposent impérativement au juge, mais elles ne l'empêchent pas expressément d'ordonner, au cas d'incapacité permanente, la consignation d'un capital qui garantisse l'exécution de la rente. Dans une autre de ses dispositions la loi dit que les débiteurs qui voudront se libérer, en une fois, pourront verser le capital représentatif des pensions mises à leur charge à la Caisse nationale des retraites. Mais le juge ne peut imposer ce versement, car, d'une part, ce mode de libération est *in facultate solutionis* et d'autre part, le paragraphe 1^{er} de l'article 28 porte que le versement du capital représentatif des

pensions allouées, en vertu de la présente loi, ne peut être exigé des débiteurs. S'ensuit-il que le juge ne puisse ordonner la consignation du capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente ?

Autre chose est de verser le capital représentatif d'une pension viagère ou de consigner le capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de cette pension. Dans le premier cas, le capital est aliéné sans retour, dans le second, il est frappé d'une indisponibilité temporaire. La Caisse des retraites en recevant le capital représentatif de la pension ne devient pas comptable du reliquat, dans l'hypothèse où l'ouvrier mourrait avant qu'il soit épuisé. Le capital consigné, au contraire, retombe dans le patrimoine du débi-rentier, au décès du bénéficiaire. Le capital n'est pas, comme dans l'autre exemple, perdu pour le chef d'entreprise : celui-ci n'est privé de que la jouissance.

Mais cette privation peut causer au chef d'entreprise un préjudice aussi grave, sinon plus grave, que le paiement du capital représentatif de la rente. La somme qu'on l'obligerait de consigner sera toujours plus importante que ce capital. Employée dans son industrie, elle pourrait produire de gros intérêts. Ordonner la consignation ce sera le contraindre à faire le versement du capital représentatif de la pension à la Caisse nationale des retraites. Il peut ne

pas avoir à sa disposition des fonds suffisants pour consigner la somme fixée ou ne pas trouver de prêteur qui consente à lui faire une avance aussi forte. Le chef d'entreprise se verra dans l'obligation, pour éviter la consignation de verser à la Caisse nationale de retraites le capital représentatif de la pension mise à sa charge. On ne peut évidemment lui refuser de se libérer par ce moyen, du moment qu'il donne au créancier toute garantie. Mais on rend, ainsi, obligatoire, par un procédé détourné, un mode de libération dont le caractère est d'être facultatif. N'est-ce pas contraire au vœu de la loi ?

On peut répondre, en premier lieu que l'alinéa 1^{er} de l'article 28 n'a pas nécessairement en vue l'intérêt du chef d'entreprise. La loi du 9 avril 1898 est une loi de protection pour l'ouvrier. C'est dans une pensée tutélaire que le législateur n'a pas voulu que l'ouvrier victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente pût exiger ou recevoir le capital représentatif de la pension. Elle a craint, à juste titre, qu'il commençât par gaspiller cette somme et finit par tomber dans la misère contre laquelle on avait voulu le prémunir. Le but du législateur a été d'éviter que l'ouvrier infirme n'aille grossir le nombre de la clientèle de l'assistance publique, déjà si onéreuse à l'Etat. Ce but est atteint, si le capital représentatif de la rente, au lieu d'être remis entre les mains de l'ouvrier, est versé à la

Caisse nationale des retraites qui se charge, dès lors, du paiement des arrérages ; il l'est encore, si l'exécution de la pension est assurée par la consignation d'une somme productive d'intérêts égaux aux arrérages. Cette somme est en effet indisponible à l'égard du titulaire de la pension comme à l'égard du chef d'entreprise ; elle est à l'abri des gaspillages de l'un et de l'autre.

En second lieu, on peut dire que l'intérêt légitime du débiteur n'est pas en jeu. Le juge, en effet, ne décidera pas, dans tous les cas, qu'il y aura lieu à consignation. Il ne l'ordonnera que lorsque le débiteur, par sa résistance et sa mauvaise volonté, aura rendu nécessaire cette garantie. Il interviendra en garantissant, par une sûreté, l'exécution d'une obligation compromise à son origine. On peut trouver ce pouvoir tant soit peu arbitraire, mais, on conçoit que le juge puisse en user, sans se départir d'une conduite qui ne s'inspire de l'esprit même de sa fonction et ne demeure conforme à la raison et à l'équité.

II. — Le juge a pour fonction, pour devoir rigoureux, de rechercher, d'une part, les éléments du préjudice dont on poursuit devant lui, la réparation et, d'autre part, les moyens de nature à constituer une réparation adéquate, correspondant aussi exactement que possible au préjudice considéré dans tous ses éléments. Appréciateur souverain de

l'étendue du préjudice, il apprécie souverainement les conditions de la réparation, et, s'il entre, dans ces conditions, la nécessité d'une garantie, quel principe pourrait empêcher le juge de l'ordonner, alors que nul texte ne lui interdit de le faire ? Assurément, l'exercice de cette appréciation souveraine exigera beaucoup de modération. Il n'appartient pas au juge d'ordonner, en tout état de cause, des mesures propres à l'exécution de ses condamnations. C'est, quant à nous, sous toutes réserves, que nous admettons la légalité d'un pouvoir qu'on attribue, quelquefois, au juge en des termes absolus (1). Mais nous croyons que celui-ci peut et doit, dans certaines conditions d'espèces, au point de vue de l'esprit de sa fonction et d'une justice efficace, imaginer des moyens propres à assurer à celui qui a obtenu gain de cause le bénéfice de la victoire.

Une personne ayant souffert un préjudice, en demande la réparation à son auteur. Celui-ci refuse de la lui donner en déclinant toute responsabilité. La victime intente une action contre lui et prouve qu'il est responsable. Quel est, dès lors, la situation de la partie contre laquelle la preuve a été faite ? A peu près celle d'un débiteur qui a nié sa dette et en a refusé le paiement. Car si le titre

1. Supplément au répertoire de Dalloz : responsabilité p. 528.

de la victime est constitué par le jugement de condamnation, son droit est antérieur à cette sentence; il est inscrit dans la loi, dans cette obligation légale générale qu'on ne peut nuire à autrui. L'instance n'a pour effet que de prouver le droit du demandeur. Le défendeur peut reconnaître ce droit, mais borner ses prétentions à obtenir une réduction de l'indemnité formulée par l'autre partie. L'auteur du préjudice ne peut être tenu de fournir à la victime les satisfactions mêmes qu'elle exige. Le droit de celle-ci à réclamer une indemnité est inscrit dans la loi, mais ni la forme ni le *quantum* de cette indemnité n'est et ne peut être déterminé par la loi. Le défendeur ne manque à aucune obligation en discutant sur le montant de la rente viagère due en réparation du préjudice qu'il a causé. Au contraire, il ne pourra opposer, quant au fond, une fin de non-recevoir. S'il n'est en mesure de prouver qu'il n'est pas responsable du préjudice dont on poursuit contre lui la réparation, on est en droit d'interpréter sa résistance comme un refus gratuit d'exécution. En refusant de se reconnaître débiteur, il manifeste sa volonté de ne pas réparer le préjudice qu'il a causé, de ne pas exécuter l'obligation mise à sa charge par la loi. Il y a lieu, semble-t-il, de prendre à son égard, des mesures destinées à paralyser sa mauvaise volonté. C'est ce que permettra de faire l'article 1978 du Code civil, au

cas d'inexécution de la rente viagère, en prescrivant l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages, c'est-à-dire, comme nous le montrerons plus loin, la consignation d'une somme productive d'intérêt égaux aux arrérages. C'est le moyen tout indiqué pour assurer l'exécution de la rente viagère que le juge crée à la charge de l'auteur du préjudice.

Lorsqu'il s'agit d'une obligation de rente viagère due à titre d'indemnité, on peut dire que le titre de créance est créé par le jugement. Jusqu'alors, il n'y a pas, à défaut de convention, d'obligation de rente viagère ; il y a une demande en paiement d'une indemnité que l'auteur de la demande fixe au chiffre qui lui convient. Le juge ne pourra allouer une indemnité plus importante, parce qu'il ne peut statuer *ultra petita*, mais, sous cette réserve, il ne sera pas lié par les termes de la demande, alors qu'il condamnerait le défendeur. C'est donc lui qui créera le titre de rente viagère au paiement de laquelle il condamne ce dernier. Or, en tant que créateur, il doit être maître de sa matière. Sa liberté créatrice ne saurait être limitée que par une disposition impérative de la loi. Il pourra affecter l'obligation à la formation de laquelle il préside, de toutes les modalités que justifieront les circonstances de l'espèce.

Dans l'hypothèse où le juge accorde une rente

viagère à la personne qui a souffert un préjudice qu'une autre lui a causé, tout porte à croire que l'intégrité de ses forces, de ses moyens d'existence, que sa vie même est atteinte. En perdant sa force de travail, elle perd son capital le plus précieux, un bien, en soi, inaliénable et insaisissable, et, à titre d'indemnité, on lui donne une créance, un droit personnel qui renferme toujours un élément aléatoire, puisque l'exécution de toute créance dépend de la volonté personnel du débiteur. Et alors que la menace de cet aléa, inhérent à l'idée de créance, se manifeste, évidemment, par l'opposition, de la part du débiteur, de fins de non-recevoir inacceptables, le juge, créateur du titre, ne pourrait pas, ne devrait pas, assurer celui qu'il s'agit d'indemniser de la perte du seul bien qu'on ne pût, en droit, lui ôter, contre le risque de perdre l'indemnité elle-même ! Ce serait choquant.

En donnant à l'obligation une existence formelle, le juge peut l'affecter de modalités que justifient les circonstances de l'espèce. Avant tout, il doit, semble-t-il, s'inspirer de cette idée que le créancier qui tient son titre d'un jugement ne doit pas se trouver dans une position moins avantageuse que s'il le tenait d'un contrat. Or, le créancier contractuel a reçu le consentement de son débiteur ; cette condition essentielle à la formation du contrat est, en elle-même une garantie. Si le débiteur est de

mauvaise foi, le créancier ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Il a suivi la foi de son débiteur ; il s'est volontairement exposé à un certain risque d'inexécution. Il l'aurait évité, en exigeant des sûretés. On ne peut tenir le même raisonnement de celui qui est créancier en vertu d'une obligation légale. Le créancier ne peut plus être rendu responsable d'avoir affaire avec un débiteur peu scrupuleux. Le juge qui va créer le titre de créance, devra pouvoir l'investir de droits au moins égaux à ceux du créancier contractuel qui n'a pas été payé ; il ordonnera un nantissement, celui-là même qui a été prévu toutes les fois que l'exécution de la rente viagère a été compromise par le défaut de paiement des arrérages.

Le juge pourra, en principe, prescrire la garantie de la consignation, alors même que la victime du préjudice ne l'aurait point exigée dans sa demande ; mais, il faut, selon nous, pour qu'il n'excède pas son pouvoir, et ne statue pas *ultra petita*, qu'on puisse établir une certaine équation, en importance et gravité, entre la condamnation et la demande, à l'exception, toutefois, de l'hypothèse dans laquelle la demande ne formulerait aucune prétention précise et déclarerait s'en rapporter à la justice pour la détermination de l'indemnité. Enfin, lorsque la loi elle-même fixe une indemnité — c'est un point sur lequel nous reviendrons ultérieurement — nous ne

croions pas qu'elle fasse obstacle à la consignation, parce qu'elle ne peut avoir disposé pour des cas qu'elle n'a pas prévus (1).

— Nous nous sommes placés, jusqu'ici, au point de vue du pouvoir un peu arbitraire que s'est arrogé le juge, en prononçant une condamnation au paiement d'une rente viagère, d'en garantir l'exécution, au moyen d'une consignation. Mais il est constant que les circonstances dans lesquelles le juge use de ce pouvoir et que nous avons ramené à la condition de mauvaise foi manifeste du débiteur, constituant, à l'égard de la victime, une aggravation du préjudice principal. A ce nouveau point de vue, la victime de l'accident n'aurait-elle pas le droit de demander au juge d'ordonner la consignation ? La mauvaise foi du débiteur compromet, dans le présent et dans l'avenir, l'exécution d'une obligation successive. C'est pour le créancier une cause d'inquiétude qui est un préjudice actuel et continu. La consignation seule est de nature à faire cesser ce préjudice ; elle constitue la réparation correspondante ; elle est l'indemnité nécessaire. Nous ne voyons rien qui s'oppose à l'exercice d'une action en paiement de la consignation.

1. Au surplus, on peut, en ce cas, légitimement considérer la demande comme un pur renvoi aux dispositions légales et présumer de la part du demandeur le désir de s'en rapporter à la justice.

III. — En matière de condamnation à des dommages-intérêts, le juge, par la force même des choses, exerce un certain pouvoir arbitraire. Sous le bénéfice des réserves que nous avons faites, il fixe le chiffre et les conditions de l'indemnité avec une liberté d'appréciation absolue. Le premier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ne saurait porter atteinte à ce pouvoir pour la raison bien simple qu'il ne vise pas l'hypothèse où le juge est appelé à en user. C'est une disposition générale qui fait, seulement, échec à la faculté, pour le juge, d'allouer une même indemnité, soit sous forme de capital, soit sous forme de rente viagère. Elle donne à l'article 3 de la loi, qui règle la forme de l'indemnité, un caractère impératif mais n'entame en rien le pouvoir du juge de garantir le paiement.

La loi a fixé l'indemnité due par le chef d'entreprise, en considération des conséquences de l'accident, mais elle n'a pas pu dispenser le chef d'entreprise de toute autre responsabilité. Elle a déterminé la réparation du préjudice, abstraction faite de toutes circonstances aggravantes, mais elle ne saurait avoir une portée plus étendue et supprimer l'effet juridique de telles circonstances, si elles venaient à se produire, alors surtout qu'elles ne procèderaient pas de l'accident lui-même, du hasard, mais du fait, de la volonté du débiteur. Pour que la loi puisse avoir cette portée d'ailleurs exorbi-

tante en soi, il faudrait qu'elle soit, sur ce point, explicite : or elle ne l'a pas du tout prévu.

La loi a fixé l'indemnité dans tel ou tel cas abstrait et général. Si l'on se trouve purement et simplement dans un des cas d'application de l'hypothèse générale prévue par la loi, l'indemnité fixée s'imposera à la décision du juge. Mais, si telle cause accidentelle procédant de la volonté même du débiteur, vient modifier cette hypothèse, on ne peut admettre que la disposition générale doive, quand même, étroitement s'appliquer. Tout dépendra des circonstances. Le législateur s'inspire, avant tout, de la raison humaine ; il ne peut vouloir ce qui est injuste. Or il n'est pas douteux que les circonstances dans lesquelles une garantie s'impose, comme élément de réparation, et que le débiteur fait naître par la manifestation de sa mauvaise volonté ou de sa mauvaise foi, modifie le cas général abstrait, pur de toute considération accidentelle relative à la volonté du débiteur, que la loi a eu seulement en vue. Pour cette hypothèse particulière, la solution légale n'est pas suffisante ; elle s'applique aux cas généraux, elle ne s'étend pas à telle condition accidentelle d'espèce susceptible d'effets juridiques. En conséquence, le juge pourra, selon nous, dans des conditions définies, nécessitant une garantie d'exécution, ordonner la consignation, après comme avant la loi de 1898 ; et l'ouvrier victime de l'acci-

dent pourra, dans les mêmes conditions, la demander au juge, à titre de réparation accessoire et nécessaire.

IV. — On objectera que la garantie judiciaire est rendue inutile par l'institution de la garantie légale, en vertu de laquelle la Caisse nationale des retraites assure le service des rentes viagères qui n'auraient pas été payées par les chefs d'entreprise.

On peut répondre que le titulaire d'une pension a toujours intérêt à ne pas être obligé de recourir à une caution, si solvable qu'elle puisse être. Une sûreté personnelle ne saurait avoir une valeur égale à un nantissement. Les démarches, les formalités à remplir, si simplifiées qu'elles soient, coûtent à l'ouvrier, et c'est, souvent, sa répugnance à entamer la plus élémentaire des procédures, qui permet au chef d'entreprise de décourager l'initiative de son créancier. Mais, il importe de déterminer les conditions de fonctionnement et la nature de la garantie légale fournie par l'Etat.

Il suffit de lire le titre I^{er} du décret du 28 février 1899, rendu en exécution de l'article 26 de la loi, sur « les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit sont admis à réclamer le paiement de leurs indemnités » pour se convaincre de l'intérêt qu'il y a à assurer l'ouvrier, indépendamment de la garantie de l'Etat, contre le risque d'inexécution de l'indemnité de la part d'un

débiteur de mauvaise foi. Le bénéficiaire de l'indemnité doit faire une déclaration détaillée au maire de la commune et lui remettre les pièces justificatives de sa créance. La déclaration et les pièces sont transmises, dans les 24 heures, au directeur de la Caisse nationale des retraites. Celui-ci adresse, dans les 48 heures, le dossier au juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer ce dernier d'urgence. Si le débiteur ne comparaît pas au jour fixé par le juge de paix, il y a lieu à une enquête, à laquelle il est procédé, dans la huitaine. Le décret ne dit pas quand elle doit être close. Si le débiteur comparaît et qu'il conteste sa dette, le juge de paix constate son refus et les motifs qu'il allègue, et, dans les deux jours de la comparution ou de la clôture de l'enquête, retourne le dossier au directeur de la Caisse des retraites. C'est ce dernier qui est juge du bien fondé de la réclamation de l'ouvrier; il a toute liberté pour apprécier les motifs du refus du débiteur; enfin, il peut décliner toute responsabilité et retourner, par l'intermédiaire du juge de paix, le dossier au réclamant en l'invitant à agir, à ses risques et périls, contre le chef d'entreprise. Le décret n'impartit aucun délai au directeur de la Caisse des retraites pour faire connaître sa décision. Le réclamant peut donc, après une attente fort longue, toujours trop longue pour lui, se voir réduit à son isolement. La garantie instituée par

la loi de 1898 et organisée par le décret de 1899, ne saurait donc tenir lieu d'un nantissement prescrit par le juge. En outre, on peut dire que la créance de l'ouvrier n'est pas juridiquement garantie, tant que le consentement du directeur de la Caisse des retraites ne s'est pas manifesté. De sorte que ce n'est pas la loi qui crée, d'elle-même, la garantie, ce n'est pas la volonté du législateur, c'est la volonté de l'administrateur.

D'ailleurs, la garantie instituée par la loi de 1898 n'est pas, en soi, applicable aux débiteurs de mauvaise foi. Or, nous savons que le juge n'ordonne la consignation que lorsque la mauvaise foi du débiteur s'est manifestée devant lui par la production de fins de non recevoir inacceptables. Le décret de 1899 témoigne d'un certain souci des formes protectrices du débiteur qui suppose la bonne foi de celui-ci. Il y a, en effet, dans l'idée de garantie un élément d'intervention gracieuse en faveur du débiteur. On ne garantit pas volontiers la dette d'une personne qu'on sait empressée à se soustraire à l'exécution de ses obligations. Nul ne veut être dupe et l'Etat moins que tout autre : il n'en a pas le droit. Il faut en conclure que la garantie accordée par lui, d'avance et d'une manière impersonnelle, ne doit, en soi, fonctionner qu'à l'égard des débiteurs de bonne foi, les seuls pour lesquels l'Etat puisse consentir à se porter garant. Il est juste que les dé-

biteurs dont la mauvaise foi s'est manifestée au juge, en contestant, sans droit, leur dette, ne puissent bénéficier d'aucune protection, et fournissent eux-mêmes une garantie.

V. — Dans quelles conditions, le juge pourra-t-il, au point de vue de la loi du 9 avril 1898, ordonner la consignation ?

Le juge ne pourra user de son pouvoir que s'il résulte des circonstances que le débi-rentier a manifesté sa volonté de ne pas exécuter l'obligation mise à sa charge par la loi. Cette manifestation de volonté se produira toutes les fois que le chef d'entreprise aura indûment contesté les résultats de l'enquête, soit qu'il décline toute responsabilité en prétendant, faussement, que l'ouvrier n'était pas à son travail, lorsque l'accident a eu lieu, ou qu'il a provoqué intentionnellement l'accident dont il a été victime, soit même qu'il accepte la responsabilité de l'accident, mais en niant, qu'il ait entraîné une incapacité permanente ou absolue, ou bien en soutenant qu'il est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier. En définitive la consignation pourra être ordonnée par le juge, toutes les fois que le patron succombera (1). Du moment que la loi a déterminé la forme et le quantum de l'indemnité et qu'une enquête régulière et complète, jusqu'à preuve du con-

1. A l'exception du cas que nous prévoyons, page 29, *in fine*.

traire, a été faite, sur la cause, la nature et les circonstances de l'accident, sur la nature des lésions, sur le salaire quotidien et le salaire annuel de la victime, il n'y a plus rien à déterminer ; il ne reste au chef d'entreprise qu'à se reconnaître débiteur, dans les termes posés par la loi et suivant les pièces justificatives du dossier de l'enquête. S'il refuse, qu'il porte l'affaire devant le tribunal et qu'il succombe on pourra dire que c'est, véritablement, sans droit, qu'il a provoqué une instance. Sa résistance n'a été qu'un moyen dilatoire. Il s'ensuit que la faculté, pour le débiteur de l'indemnité, de contester légitimement les prétentions de son créancier est, aujourd'hui, plus étroitement limitée qu'antérieurement à la loi nouvelle. Cette loi offre un champ d'application plus étendue à la consignation judiciaire.

Le juge, il est vrai, peut condamner le chef d'entreprise au paiement d'une provision. Mais la provision n'a pas la même fonction que la consignation dont il s'agit. L'utilité de la provision cesse avec l'instance et au moment où le rôle de la consignation commence. La consignation pourra être exigée, alors même que l'ouvrier aurait bénéficiée d'une provision.

Toutefois, si l'accident est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier et que le chef d'entreprise propose une réduction plus forte que celle que l'ou-

vrier est disposé à accepter, on ne peut admettre, en principe, que le juge puisse exiger la consignation du chef d'entreprise, même succombant dans l'instance. La réduction dont est susceptible la pension n'est et ne peut être déterminée ni par la loi, ni par l'enquête. Si les parties ne peuvent s'entendre sur ce point, elles doivent, sans qu'on puisse dire qu'il y ait faute, ni d'un côté ni de l'autre, s'en remettre à l'appréciation du juge. Il en sera de même dans la situation inverse, où, l'accident étant dû à la faute inexcusable du chef d'entreprise, celui-ci refuse d'accepter la majoration demandée par l'ouvrier.

Ces distinctions montrent les différences essentielles qui existent entre la consignation ordonnée par le juge et l'hypothèque judiciaire. On sait que la loi du 9 avril 1898 a enlevé aux jugements rendus au profit de l'ouvrier, l'effet hypothécaire. Cet effet se serait attaché à toutes les décisions, quelles qu'elles fussent, pourvu qu'elles prononçassent une condamnation. Le législateur de 1898 n'a pas voulu que les jugements, statuant sur une question d'excusabilité du patron ou de l'ouvrier, emportassent hypothèque.

La consignation ne sera exigée du débiteur que dans le cas où il aura provoqué cette mesure, par son attitude. L'hypothèque judiciaire eût frappé le débiteur dans tous les cas de condamnation.

D'autre part la consignation n'a pas la même valeur que l'hypothèque judiciaire. Elle constitue une garantie absolue ; l'hypothèque est un droit dont l'exercice exige des formalités compliquées : elle n'a d'efficacité qu'autant que le débiteur est propriétaire de biens immobiliers, et que ces biens ne sont pas grevés de précédentes hypothèques. Même restreinte au cas où la résistance du chef d'entreprise eût été injustifiée, l'hypothèque judiciaire n'eût pas toujours été une garantie solide pour l'ouvrier.

VI. — La fonction de la consignation ordonnée par le juge exercerait, au point de vue social, des effets éminemment bienfaisants. Elle préviendrait de cruels abus, notamment dans une hypothèse, à laquelle le récent rapport du maire de Montceau-Mines donne un attrait d'actualité.

Il peut arriver qu'un chef d'entreprise, pour éviter de payer l'indemnité, offre à la victime de l'accident, ou, encore, à sa veuve, une prétendue compensation. Il s'engagera par exemple à employer ses enfants au fur et à mesure qu'ils seront en âge de travailler. Il se peut qu'après un premier refus de la part du titulaire de l'indemnité, le chef d'entreprise ne perde pas l'espoir de faire changer son adversaire de sentiment et qu'il consente à soutenir un procès dans lequel il produira des moyens purement dilatoires, en vue d'obtenir un désistement. On a, évidemment, le droit de faire toutes

les propositions qu'il plaît de faire, mais on ne peut, sans droit, provoquer en justice un adversaire, dans l'espoir de les lui imposer, et, si elles sont repoussées, celui qui les a faites et qui a fait le procès doit être non seulement responsable du paiement de sa dette et des frais de l'instance, mais encore des circonstances qu'il a fait naître et qui sont de nature à compromettre l'exécution de la réparation, à aggraver le préjudice. Il devra fournir des garanties accessoires d'exécution parce qu'elles font corps, en raison des circonstances dont il est responsable, avec la réparation elle-même

Il y a bien d'autres hypothèses possibles ; la mauvaise volonté d'un débiteur qui possède une certaine supériorité de situation est extrêmement ingénieuse.

VII. — Quels seraient les effets de la consignation au point de vue de la loi du 2 avril 1898 ?

Qu'il soit ou non sollicité par la victime du préjudice, le pouvoir du juge, en cette matière, aura les mêmes effets. En premier lieu, il complétera, d'une façon parfaite, la sanction de l'obligation que le chef d'entreprise assume, à quelque point de vue qu'on se place, d'être de bonne foi et de ne pas chercher à se soustraire aux conséquences de sa responsabilité, par des fins de non-recevoir inacceptables. Sous ce rapport, les effets de la consignation seront multiples.

Le patron saura, en endossant la responsabilité d'un procès, qu'il s'expose, en cas d'échec, à l'obligation de fournir la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente (1). Il préférera payer sa dette plutôt que de la contester, au risque de perdre plus qu'il ne doit. La menace de la consignation inspirera au débiteur une crainte salutaire qui aura pour résultat immédiat une diminution considérable du nombre des affaires d'accidents inscrites au rôle des tribunaux. Ce ne serait pas le moindre de ses bienfaits. Dans certains centres importants le rôle est tellement chargé d'affaires d'accidents, qu'il en est résulté un arriéré impossible à liquider avant plusieurs mois. La justice ne peut, par conséquent, se conformer aux délais très brefs que la loi nouvelle a prescrits. L'accroissement du nombre des affaires d'accidents a même provoqué, lors de la discussion du budget de la justice de 1901, la demande de crédits pour la création de sections judiciaires spéciales. Qui sait si l'usage de la consignation ordonnée, dans certains cas, par le juge, n'aurait pas rendu inutiles ces sections nouvelles, et les crédits nécessaires ?

Un plus grand nombre d'ouvriers recevraient satisfaction sans débat. Par suite de la diminution

1. A l'exception du cas où le forfait légal ne s'appliquerait pas, eu égard à telle circonstance de nature à le modifier. Voir p. 29 *in fine*.

du nombre des affaires, les intérêts des justiciables ne resteraient pas si longtemps en souffrance. Les causes seraient jugées avec plus de célérité et les chefs d'entreprise, comme les ouvriers, y auraient avantage. Il n'y aurait que les patrons ayant opposé une résistance injustifiée à l'accomplissement de leurs obligations légales qui auraient sujet de se plaindre : or, ils n'ont que ce qu'ils méritent.

Quant aux ouvriers qui auraient à subir les désagréments et les retards d'une procédure où la mauvaise foi de leur débiteur les aurait entraînés, ils auront, en compensation, une garantie qui les mettra à l'abri de tout retour offensif, de toute inquiétude pour l'avenir. Ils n'auront pas à redouter les difficultés que peut leur susciter un débiteur, maître de la situation, non plus que les pressions qu'il essayera d'exercer pour les amener à composer. Ils auront la certitude de toucher leurs arrérages comme s'ils étaient des rentiers directs de l'Etat et quoi qu'il arrive, ne se verront pas réduits à exercer auprès de la Caisse des retraites un recours, parfois, aléatoire.

Nous n'insisterons pas sur les conséquences bienfaisantes que peut avoir l'usage de la consignation judiciaire, au point de vue des finances de l'Etat et de l'impôt payé par l'ensemble du commerce et de l'industrie pour alimenter le fonds de non-valeurs. Tout porte à croire que ce seront les

débiteurs peu scrupuleux ou de mauvaise foi qui mettront le plus souvent le fonds de garantie à contribution. La consignation s'impose comme mode nécessaire d'assurance contre les risques que ceux-ci font courir à la bourse des contribuables, industriels et commerçants.

Quel sera le sort de la consignation au cas de faillite du chef d'entreprise ?

La nature du droit de l'ouvrier au profit duquel la consignation existe est celle d'un véritable nantissement. L'ouvrier se paie sur les intérêts de la somme consignée comme l'antichrésiste, sur les fruits de la chose soumise à l'antichrèse. La somme consignée est, par conséquent, intangible à l'égard de la masse. Titulaire de l'usufruit d'un capital déterminé, l'ouvrier continue, comme par le passé, à toucher l'intégralité des arrérages de sa pension produits par les intérêts de la somme consignée. La faillite du chef d'entreprise lui est indifférente.

La consignation cause évidemment un préjudice à la masse. Si elle n'existait pas, le syndic de la faillite n'eût payé qu'un dividende ; l'Etat qui produit au nom de l'ouvrier aurait subi le concours des autres créanciers. Avec la consignation, ceux-ci seront dans la même situation que si le capital représentatif de la pension avait été payé intégralement. La nue propriété de la somme consignée fait, en effet, partie de l'actif de la faillite et a, pour

expression, la différence de valeur de la pleine propriété et de l'usufruit. Quoi qu'il en soit, les conséquences de la consignation à leur égard ne sauraient être différentes de ce qu'elles étaient avant la loi du 9 avril 1898. Cette loi n'a pas eu pour but d'améliorer, sur ce point, leur situation ; nous ne l'aggravons pas.

VIII. — Il reste à nous demander quelle forme affectera la consignation ? Ce sera, soit un dépôt en numéraire à la Caisse des dépôts et consignations, soit l'immatriculation de titres de rente, pour l'usufruit, seulement, au nom du titulaire de la pension, soit tout autre procédé équivalent. Il importe que la forme dans laquelle la consignation a été faite opère, en fait, l'extinction de la dette et que le crédi-rentier puisse se considérer comme, d'ores et déjà, payé de tout ce qui peut lui être dû. Nous ne pensons pas que le juge puisse prescrire un procédé quelconque à l'exclusion de tous autres. L'objet, de la consignation est d'assurer, dans l'avenir, l'exécution d'une rente viagère compromise à l'origine même de l'obligation, par la mauvaise foi du débiteur. Tout mode de garantie remplissant le même objet pourra faire fonction de la consignation. Le débiteur pourra, par exemple, éviter de fournir la consignation en versant le capital représentatif de la pension à la Caisse nationale des retraites. Du moment que, dans tous les cas, l'ouvrier reçoit

satisfaction, il est équitable d'accorder au débiteur la faculté de se libérer d'une façon ou de l'autre.

En résumé, le pouvoir dont usait le juge d'avant la loi de 1898, en prescrivant, au cas de rente viagère allouée à titre d'indemnité, la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages, ne saurait, selon nous, être mis en échec par les dispositions d'une loi qui ne vise le cas dans aucune de ses parties. Nous en concluons que, sous l'empire de la loi nouvelle, le juge conserve ses anciennes prérogatives. Et nous donnons à l'ouvrier victime du préjudice dont il poursuit la réparation, le droit de demander au juge d'ordonner la consignation, à raison d'une aggravation du préjudice principal et à titre d'indemnité accessoire. Si l'absence d'une restriction légale formelle ne suffisait pas à autoriser soit un tel pouvoir pour le juge soit une telle action de la part de la victime de l'accident, nous croyons que l'un et l'autre trouveraient leur justification dans les effets dont ils sont susceptibles.

CHAPITRE II

L'article 1978 du Code civil est-il applicable au cas de défaut de paiement des arrérages d'une rente viagère due en vertu de la loi sur le risque professionnel.

Sommaire : I. Appréciation des divers systèmes d'interprétation de l'article 1978 du Code civil. — Analyse de l'obligation contractuelle de rente viagère. — Critique du système qui attribue au crédi-rentier non payé le capital représentatif de sa rente. — Justification du système qui consiste à exiger du débi-rentier la garantie d'un capital de consignation. — L'art 1978, mesure d'exécution forcée.

II. Analyse de l'obligation légale de rente viagère au point de vue du risque professionnel.

III. Application de l'article 1978 au cas où l'ouvrier, sur l'invitation de l'administration, agit directement contre le chef d'entreprise.

IV. Application de ce même article à l'hypothèse dans laquelle l'Etat exerce son recours contre le chef d'entreprise. — Fonction juridique de l'Etat. — Conditions dans lesquelles l'Etat pourra requérir l'application de l'article 1978 C. civ. — Effets.

I. — Avant de rechercher si la garantie contenue dans l'article 1978 du Code civil est applicable aux hypothèses dans lesquelles le législateur du 9 avril

1898 confère à l'ouvrier victime d'un accident un droit de rente viagère, il importe de préciser la portée de la disposition qui la renferme.

Nous savons qu'il n'y a pas unanimité d'opinions en ce qui concerne l'interprétation de cet article. Certains auteurs prétendent que l'application du texte du Code civil a pour effet de donner au crédi-rentier qui n'a pas été payé de ses arrérages, le moyen de se procurer, ailleurs, une rente viagère de même valeur, par l'emploi *en viager* de la somme suffisante que le débi-rentier devra lui remettre. D'autres auteurs soutiennent que dans le cas prévu par notre article, le paiement des arrérages devra être assuré par l'affectation des intérêts d'un capital assez élevé pour qu'il y ait compensation. Dans le premier cas, le versement opéré par le débi-rentier est une aliénation complète; dans le second, l'usufruit seulement du capital est aliéné. Quel est de ces deux systèmes celui qui se concilie le plus aisément avec les dispositions du Code civil et la conception pure de rente viagère.

1. La rente viagère est un contrat qui s'analyse en une stipulation de prestations périodiques à terme extinctif incertain, moyennant la remise pure et simple d'un capital. Les prestations périodiques sont les arrérages et le terme du service des arrérages est le décès du crédi-rentier. Le taux des arrérages de la rente viagère est toujours plus élevé

que celui de l'intérêt légal et il l'est plus ou moins, suivant que l'âge du crédi-rentier, au moment du contrat, est plus ou moins avancé. Les arrérages ne représentent pas seulement le loyer du capital ; ils comprennent aussi le remboursement partiel et successif du capital stipulé en même temps que le paiement de l'intérêt. La rente viagère est, en effet, un prêt (articles 1909 et 1910 du Code civil). Pour la rente perpétuelle, ce remboursement a lieu par voie de rachat ou par suite de la déchéance du terme. Pour la rente viagère, il s'effectue par voie d'annuités ou paiements partiels et successifs. Seulement, en ce cas, il est subordonné à la condition que le crédi-rentier vive assez longtemps pour que la somme des annuités reconstitue le capital prêté. La cause du contrat, le but que les parties se sont proposées en contractant est une spéculation. Le crédi-rentier a espéré qu'une somme au moins égale à son capital lui serait remboursée bien avant son décès, et, inversement, le débi-rentier a pu croire que son obligation s'éteindrait avant le remboursement intégral du capital, auquel cas le reliquat serait pour lui.

Le contrat de rente viagère est donc essentiellement aléatoire. De cette idée se tire cette conséquence qu'elle n'est pas rachetable. Si elle était sujette au rachat, le jour où le débi-rentier craindrait qu'elle devienne onéreuse, il ne manquerait pas

de rembourser le capital. L'issue de la spéculation qui est la cause du contrat, serait subordonnée non plus à l'événement, mais à la volonté du débiteur. Ces raisons ont dicté au législateur du Code civil les dispositions de l'article 1979, ainsi conçues : Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages payés ; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie des personnes et quelqu'onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

Si le débiteur ne peut racheter son obligation quelqu'onéreuse qu'elle devienne, il était juste, en revanche, qu'il ne pût se voir imposer la résolution. C'est de ce point de vue que s'explique l'expression formelle de l'article 1978 quelque peu restrictive du droit du crédi-rentier : « Le seul défaut de paiement des arrérages *n'autorise pas* celui en faveur de qui elle est constituée, etc.... : *il n'a que* le droit de.... ».

Si la résolution avait été permise elle aurait pu donner lieu, indirectement, au rachat. Le débi-rentier qui aurait voulu racheter la rente n'aurait eu qu'à cesser le service des arrérages dans l'espoir de se voir poursuivre en paiement du capital.

2. Le premier système d'interprétation de l'anti-

de 1978 du Code civil aboutit à faire payer par le débi-rentier, au cas d'exécution forcée de la rente, la somme moyennant laquelle le crédi-rentier pourra se procurer une rente de même valeur. Comment évaluera-t-on cette somme. Les uns proposent de laisser ce soin au juge, qui appréciera souverainement, en considération des circonstances et notamment de l'âge du crédi-rentier. Les autres décident que le débi-rentier paiera la somme exigée par les tarifs d'une compagnie de solvabilité notoire et éprouvée, pour une rente de même valeur que celle en litige, eu égard à l'âge actuel du crédi-rentier. Cette dernière solution a été législativement consacrée par le Code canadien et le Code fédéral suisse des obligations.

Dans tous les cas on méconnaît le caractère essentiel de l'opération. On anticipe arbitrairement sur l'issue d'une spéculation qui est la cause du contrat. On permet au débi-rentier d'effectuer, s'il lui plaît, le rachat de l'obligation, en se laissant poursuivre, et en payant une somme dont l'emploi en viager soit suffisant pour le service des arrérages. Et de plus, que le juge fixe cette somme en considération de l'âge du crédi-rentier ou par voie de référence aux tableaux spéciaux des compagnies d'assurance, ce rachat détourné s'opérera toujours à des conditions moins onéreuses que le rachat prohibé par l'article 1979. Cet article refuse au débi-rentier le droit de

se libérer en remboursant le capital de la rente alors même qu'il renoncerait à la répétition des arrérages payés ; c'est donc du capital constitutif qu'il s'agit, évidemment supérieur et, peut-être de beaucoup au capital représentatif.

Enfin, c'est selon nous, un système défectueux que celui qui tend à faire de l'assurance, sous sa forme la plus récente, la condition indispensable de l'application de l'article 1978 du Code civil. On pourrait aller jusqu'à soutenir qu'il permet au débiteur de s'enrichir en manquant à son obligation.

Pour une compagnie d'assurance, le capital de la rente viagère est réduit à un minimum moyen, grâce au jeu de la mutualité. C'est la somme qui, au bout de la durée moyenne de l'existence correspondant à l'âge auquel la rente est constituée, sera remboursée par voie d'arrérages. Au delà de ce terme les arrérages proviendront d'un fonds de mutualité composé des capitaux rendus libres par les décès qui se sont antérieurement produits et ceux qui surviendront ultérieurement jusqu'à l'extinction totale des rentes. Lorsqu'une rente viagère est conclue entre particuliers, qu'elle ait été constituée moyennant un capital en argent ou un fonds de terre, dans la grande majorité des cas et dans l'hypothèse normale, les arrérages sont déterminés suivant un calcul tel qu'au bout de la vie probable

du crédi-rentier, soit le capital, soit le prix de fonds de terre sera remboursé. Mais en ce cas la mutualité ne fonctionne plus et la vie probable du crédi-rentier tend, normalement, vers un maximum. C'est pourquoi les arrérages seront inférieurs à ceux qu'une compagnie d'assurance servirait, pour un même capital. Le capital constitutif d'une rente conclue entre particuliers sera toujours supérieur à la somme exigible en vertu des tarifs des compagnies, toutes conditions égales. Et jusqu'à ce que le terme de la vie probable sur laquelle on s'est basé, coïncide avec le terme de la vie moyenne, eu égard à l'âge actuel du crédi-rentier, le reliquat du capital originaire restera toujours supérieur au capital représentatif exigé par les tarifs spéciaux. Pendant ce temps, le débi-rentier aura tout intérêt à cesser le paiement des arrérages et à s'acquitter au moyen du capital représentatif tel qu'il résulte des tarifs. Ce faisant, il réalise un gain d'autant plus considérable qu'il cesse plus tôt le service des arrérages. Ainsi, non seulement on permet au débi-rentier de se soustraire à ses obligations, mais on lui fournit le moyen, en ne les exécutant pas de faire un bénéfice : on offre une prime à la mauvaise foi.

3. Le second système d'interprétation de l'article 1978 du Code civil a, sur le précédent, l'avantage de

se concilier aisément avec la nature du contrat de rente viagère et les termes mêmes du texte.

La rente viagère est un contrat essentiellement aléatoire. Toute solution qui, au cas d'exécution forcée de la rente, ne sauvegarde ce caractère essentiel, est contraire au droit. Le paiement de la créance par voie d'affectation des intérêts d'un capital assez élevé pour qu'il y ait compensation n'anticipe point sur l'issue de la spéculation. Chacune des parties conserve ses chances.

Il semble que le législateur ait interdit la résolution, non seulement parce qu'elle offrait au débi-rentier de mauvaise foi le moyen de racheter son obligation, mais aussi parce qu'elle pouvait causer un préjudice au débi-rentier malheureux. Il n'a pas voulu que le débi-rentier qui n'a pas pu racheter son obligation et l'a exécutée au prix de sacrifices croissants, soit exposé, peut-être à la veille de la voir s'éteindre, à payer une somme qu'il n'avait pas jusque-là le droit d'offrir pour sa libération. C'eût été dépouiller le débiteur malheureux de ces dernières chances.

Le débi-rentier a acquis, en effet, le droit à une chance. Cette chance peut s'évanouir, mais le droit à en bénéficier est né. L'étendue du bénéfice seul est subordonnée à une condition. Aucune disposition légale n'autorise à déclarer le débi-rentier qui ne paie pas les arrérages, déchu du droit à la chance qu'il

tient de son contrat. On ne peut pas faire intervenir, ici, le principe de la déchéance du terme. Le contrat de rente viagère est bien, au point de vue juridique et économique une opération de crédit, mais l'obligation qui en résulte n'est pas précisément une obligation à terme suspensif, mais à terme extinctif; la déchéance consisterait à proroger le terme. Rien n'empêche les parties, d'un commun accord, de consentir à la résolution ou au rachat de la rente viagère, aux conditions qu'il leur conviendra de fixer, mais la loi ne peut imposer, sans dénaturer le bien juridique qu'elle a pour but de sauvegarder, une solution qui ne garantisse pas les droits respectifs des parties. La seule solution qui laisse intactes les chances du débi-rentier consiste à frapper d'indisponibilité un capital dont les intérêts compenseront les arrérages de la rente.

Ce système s'accorde d'ailleurs singulièrement avec les termes mêmes de l'article 1978. Les mots « faire ordonner ou consentir l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages » expriment clairement, à notre avis, la mise en état d'indisponibilité du capital, mais la permanence de cette valeur dans le patrimoine du débi-rentier. Si le crédi-rentier doit recevoir la somme qui lui permettra de se procurer une rente de même valeur, il n'y a pas lieu d'en faire ordonner ou consentir l'emploi en viager. La question d'emploi n'intéresserait pas

le débi-rentier : à son égard, il ne peut être question que d'emploi en rente perpétuelle. Car, pour lui, l'emploi en viager de la somme qu'il paierait au crédi-rentier, ne serait pas à proprement parler un emploi, mais une aliénation.

4. Quel que soit le sens qu'on attache à l'article 1978 du Code civil, cette disposition constitue une mesure d'exécution forcée et contient, en elle-même, la réparation du préjudice que cause au crédi-rentier l'inexécution de la rente viagère. Car le défaut de paiement des arrérages n'a pas seulement pour effet de priver actuellement le crédi-rentier de la somme qu'ils représentent, mais encore de compromettre, dans l'avenir, l'exécution de la créance. Le seul moyen de faire cesser ce préjudice est de fournir au crédi-rentier soit le capital représentatif de la rente, soit des garanties d'exécution pour l'avenir.

II. — Nous avons établi le second système d'interprétation de l'article 1978 du Code civil sur le caractère aléatoire essentiel à la rente viagère, l'interdiction du rachat et l'intérêt du débi-rentier qui exclut l'idée de résolution ou de déchéance. Retrouvons les mêmes éléments dans l'obligation de rente viagère dont le chef d'entreprise est tenu en vertu de la loi du 9 avril 1898 sur le risque professionnel ?

Le contrat de louage d'ouvrage est, en réalité, un prêt d'activité. La force de travail est un capital

loué, donné à bail par l'ouvrier, contre un salaire qui est la représentation de la jouissance ou l'intérêt du capital. Or, les risques de l'emploi des capitaux dont l'employeur a la disposition, sont, normalement, à sa charge. S'il a perdu le capital dont il disposait par suite du mauvais emploi qu'il en a fait, il n'en est pas moins débiteur et tenu d'en payer l'intérêt, jusqu'au jour où il sera en mesure de le restituer. Si donc, l'intégrité de la force de travail de l'ouvrier est atteinte, par suite de l'emploi que le chef d'industrie en a fait, celui-ci est rigoureusement responsable de cette perte et en doit compte à l'ouvrier qui n'a pas prêté son activité à ses propres risques. Il est, en effet, bien évident que le salaire, au taux actuel, ne comprend pas la contre-valeur des risques auxquels l'ouvrier s'expose journellement, dans la plupart des industries modernes. Dans l'impossibilité de restituer à l'ouvrier sa force de travail perdue, le patron sera censé n'avoir pas cessé de l'employer. Débiteur du capital de production qu'elle représente, il en devra l'intérêt durant toute la vie de l'ouvrier ; il lui servira une rente viagère. L'activité humaine est un capital qui s'use, s'épuise et s'éteint par sa nature même, de sorte que l'employeur n'est jamais tenu que d'un intérêt et même d'un intérêt moyen. C'est pourquoi la loi du 9 avril 1898 fixe les arrérages de la rente due à l'ouvrier, à un taux inférieur au salaire dont

il jouissait au moment de l'accident. Si l'accident a entraîné une incapacité permanente, le patron paiera une rente viagère équivalente à l'intérêt moyen qu'aurait été susceptible de produire l'activité de l'ouvrier, jusqu'à son décès. Si l'accident a entraîné la mort, le patron devra à la femme et aux enfants de l'ouvrier une rente égale à la part d'intérêt qui leur appartenait dans le capital d'activité du chef de famille.

Au regard du crédi-rentier légal, l'élément aléatoire essentiel à l'obligation de rente viagère fait défaut, mais il subsiste au point de vue du débi-rentier. Ce dernier ne poursuit pas, comme au cas d'obligation contractuelle, un but de spéculation ; il se propose de procurer la réparation d'un préjudice, mais il ne court pas moins une certaine chance qu'il est intéressé à conserver : celle de voir son obligation s'éteindre, à brève échéance, par le décès fortuit du crédi-rentier. D'autre part, la rente viagère, en vertu de la loi sur le risque professionnel n'est pas, en principe, rachetable, en ce sens que le débi-rentier ne peut imposer le rachat au crédi-rentier, moyennant le versement d'un capital entre ses mains. Dans une pensée de protection pour l'ouvrier, le législateur n'a pas voulu qu'il pût disposer d'un capital qu'il eut été exposé à dissiper et à perdre. Exceptionnellement, le débi-rentier pourra se libérer en versant à la caisse des retraites la

somme qui permettra à l'Etat d'assurer le service de la rente.

En résumé, la cause de l'obligation est profondément différente dans le cas de rente contractuelle et celui de rente légale, mais la nature du lien est identique. Nous en concluons que les dispositions du Code civil devront s'appliquer à l'obligation légale.

III. — Il est une hypothèse où l'application de l'article 1978 du Code civil ne paraît pas contestable. C'est celle où l'ouvrier, après avoir vainement réclamé le paiement de ses arrérages au directeur de la caisse nationale des retraites, s'est vu réduit, sur l'invitation de l'administration, à agir directement contre son créancier. Il nous paraît certain qu'il pourra demander au tribunal et obtenir de lui, au cas où il gagnerait sa cause, la condamnation du chef d'entreprise à fournir une consignation égale au capital productif d'intérêts assez élevés pour compenser les arrérages de sa pension.

L'Etat a décliné toute responsabilité ; le recours exceptionnel sur lequel l'ouvrier se croyait en droit de compter, lui échappe : il agit à ses risques et périls et avec les armes du droit commun dont on ne saurait lui interdire la disposition. S'il a gain de cause, il profitera de la victoire dans les termes du droit commun. Or, au cas d'exécution forcée de la rente viagère la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de

la rente est la conséquence de l'application du droit commun, de l'article 1978, C. civil.

On ne saurait lui opposer le 1^{er} alinéa de l'article 28 de la loi de 1898 ; car le capital représentatif de la rente viagère n'est pas restituable non plus aux termes du Code civil et c'est précisément la raison d'être de l'article 1978. Et l'alinéa 1^{er} de l'article 28 n'est pas opposable, non seulement parce que l'article 1978 n'a pas pour effet d'attribuer au crédi-rentier qui n'a pas été payé de ses arrérages, le capital représentatif, mais aussi parce qu'il concerne l'exécution forcée de l'obligation et organise la réparation causée par l'inexécution de la rente, dès lors compromise dans le présent et dans l'avenir. Le 1^{er} alinéa de l'article 28 est entièrement étranger à cette hypothèse : il ne la prévoit ni la fait pressentir. Il se réfère au contenu essentiel de la dette d'indemnité ; il ne touche en rien aux conditions de l'exécution forcée et de la réparation du préjudice que cause l'inexécution. On ne saurait davantage objecter que la garantie de l'Etat supprime tout intérêt à invoquer une autre garantie. L'événement a démontré qu'elle n'était pas absolue.

La conséquence de l'application de l'article 1978 sera la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente. Aussi n'insistons-nous pas sur ses effets. Ici, comme ailleurs, le chef d'entreprise pourra l'éviter, en versant à la

Caisse nationale des retraites le capital productif de la pension.

L'hypothèse dans laquelle l'ouvrier a vu sa réclamation repoussée par la Caisse nationale des retraites, et a, ensuite, obtenu gain de cause devant un tribunal, peut ne pas être rare. Le titre de pension n'est remis à la victime qu'au bout de trois ans, à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire. Pendant ces trois ans, l'action en revision de l'indemnité est ouverte. Le chef d'entreprise peut intenter l'action en revision, dans le but d'amener l'ouvrier, de guerre lasse, à composition, et refuser le paiement des arrérages fixés, sur une prétendue atténuation de l'infirmité. On peut supposer qu'en ce cas, le directeur de la Caisse des retraites attende, pour payer, l'issue de l'instance. Il peut arriver, aussi, que le chef d'entreprise, convoqué par le juge de paix, soutienne, en s'appuyant par exemple, sur une signature donnée imprudemment par l'ouvrier, qu'il est intervenue, entre eux, un accord destiné à remplacer l'indemnité par un autre mode de réparation, et que l'ouvrier ne saurait prétendre cumuler les avantages de l'un et de l'autre. Dans cette hypothèse, comme en beaucoup d'autres, d'autant plus faciles à imaginer que le chef d'entreprise n'aura pas de contradicteur, le directeur de la Caisse des retraites ne se trouve pas, le plus souvent, en

présence d'éléments assez complets pour se garder d'une appréciation qui ne soit pas inexacte.

IV. — a) Mais il peut se faire qu'il résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix, que les motifs invoqués par le chef d'entreprise, pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, ou que celui-ci n'ait pas contesté sa dette et ait demandé un délai qui lui a été accordé. Le directeur de la Caisse nationale des retraites remettra au réclamant ou lui adressera la somme à laquelle il a droit et informera le débiteur du paiement effectué pour son compte, en le prévenant que, faute d'avoir remboursé, dans la quinzaine, le montant de la somme payée, le recouvrement sera poursuivi par voie administrative. Cet avertissement n'est donné au débiteur qui a obtenu un terme qu'à l'échéance. Si, passé le délai de quinzaine, la Caisse des retraites n'a pas été remboursée, son directeur délivre contre le débiteur, une contrainte déclarée exécutoire par le juge de paix et signifiée par ministère d'huissier. On ne voit pas, jusqu'ici, qu'il y ait matière à l'application de l'article 1978. La garantie qui résulte de cette disposition est d'ordre judiciaire : pour qu'il puisse en être question, il faut un débat judiciaire. La contrainte délivrée par le directeur de la Caisse nationale des retraites, quoique revêtue de la formule exécutoire par le juge de paix, procède de l'autorité administra-

tive. Elle ne saurait, assurément, avoir pour objet la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente. La question du fonctionnement de la garantie fondée sur l'article 1978 du Code civil se pose, avec l'hypothèse que fait naître l'article 19, titre II du décret du 28 février 1899. Cet article porte que « l'exécution de la contrainte peut être interrompue par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations devant le tribunal civil du domicile du débiteur ». Le débat judiciaire s'ouvre. L'Etat pourra-t-il requérir l'application de l'article 1978 du Code civil pour le cas où le tribunal lui donnerait raison ?

b) L'Etat garantit l'exécution de l'obligation de rente viagère mise à la charge du chef d'entreprise par la loi du 9 avril 1898. Il semble donc que l'Etat joue le rôle de caution. Mais, une caution s'engage pour garantir l'obligation principale et accroître le crédit du débiteur. La raison juridique qui explique l'engagement de la caution est une intention libérale à l'égard du débiteur. L'Etat, au contraire, n'intervient pas pour rendre service au chef d'entreprise, mais dans l'intérêt de l'ouvrier. Par rapport au chef d'entreprise, il apparaît, dès lors, moins comme un garant que comme un créancier subsidiaire, un mandataire de l'ouvrier. A ce point de

vue, on conçoit qu'il puisse réclamer le bénéfice de l'article 1978 C. Civ. puisque c'est une garantie qui appartient au créancier qu'il représente, à l'ouvrier crédi-rentier.

Mais alors même qu'on envisagerait l'Etat comme caution de l'obligation du patron, ce qui n'est pas inconciliable avec le point de vue précédent, l'Etat étant le représentant général de tous les intérêts, il ne paraît pas douteux qu'il pût jouir des mêmes droits que le crédi-rentier lui-même.

La question serait celle-ci : la caution d'une obligation de rente viagère qui, à défaut du débi-rentier, en a payé les arrérages, peut-elle demander l'application de l'article 1978 du Code civil. Qu'elle ait un recours pour le remboursement des arrérages qu'elle a payés, cela se conçoit ; mais peut-elle exiger, dans le cas où le débi-rentier ne l'aurait pas remboursée, la constitution d'un capital de garantie dans les termes du Code civil ? Ne faudrait-il pas qu'elle ait été elle-même l'objet d'une demande semblable pour pouvoir la formuler à son tour. L'article 2029 dit bien que la caution qui a payé la dette est subrogé à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur, mais, peut-on dire que la caution qui, à défaut du débi-rentier, a payé les arrérages, a payé la dette elle-même de rente viagère. Il s'agit d'une obligation à terme extinctif de fournir des prestations périodiques. La dette ne

peut-être réputée payée qu'à l'extinction de la rente, ou lors de la consignation d'une somme dont les intérêts compensent les arrérages stipulés. Enfin, dira-t-on, encore, si la caution peut exercer le droit fondé sur l'article 1978, elle cesse de rendre le service de caution, elle n'a pas d'utilité.

Il nous paraît aisé d'attaquer cette conception, si tant est qu'elle soit défendue. En payant les arrérages, la caution a payé pour le débi-rentier, elle a payé la dette de ce dernier et elle est, *ipso facto*, — cela résulte de l'article 2029 — subrogée à tous les droits du créancier contre le débiteur. Elle s'adressera donc au débi-rentier et lui demandera le paiement des arrérages, comme si elle était elle-même le crédi-rentier, et, si le débi-rentier refuse, elle agira en justice contre lui, comme le ferait le crédi-rentier et, au même titre que lui, puisqu'elle est subrogée à tous ces droits : elle demandera au juge d'ordonner l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages. Elle cessera, dès lors, de rendre le service de caution parce que le débiteur n'a plus droit à ce service. Si la caution s'est engagée à payer pour lui, en retour, il est tenu de lui rembourser ce qu'elle a payé pour son compte. S'il manque à cette obligation, il trompe la confiance de la caution qui, dès lors, a sujet de se plaindre et d'exiger sa libération pour l'avenir. L'application de l'article 1978 nous apparaît ici, au moins, comme une indemnité nécessaire.

Cette solution a, d'ailleurs, l'avantage d'être conforme au vœu du Code civil favorable à la libération des cautions.

L'Etat, caution de l'obligation du chef d'entreprise pourra donc, à ce titre même, invoquer le bénéfice de l'article 1978 C. civ. L'assignation contenue dans l'opposition prévue par l'article 12 du décret précité, a beau venir du débiteur, ce n'est pas sa position de défendeur qui enlèvera à l'Etat sa qualité de caution subrogée aux droits de l'ouvrier crédi-rentier. Il y a même, en cette matière spéciale, des raisons particulières de justifier l'application de la garantie tirée du Code civil.

La caution de droit commun s'engage *intuitu personæ*. Si le débiteur dont elle acquitte la dette, manque à l'obligation de la rembourser, elle seule, en définitive, en est responsable. On ne peut dire la même chose de l'Etat, caution légale. Or nous avons admis, au moins à titre d'indemnité, que la caution contractuelle pût exiger sa libération du débi-rentier qui ne lui aurait pas remboursé les arrérages payés par elle, à plus forte raison, est-il juste qu'il en soit ainsi, quand la caution est l'Etat, lié par la loi, indépendamment de toute considération de personne, et qui n'a, certes, pas entendu payer pour les débiteurs empressés à se soustraire à l'exécution de leurs obligations.

Dans le cas où le chef d'entreprise fait opposition

à la contrainte décernée par l'administration, il manifeste son refus de ne pas rembourser à l'Etat, les arrérages que celui-ci a payés pour son compte ; il prétend qu'il ne doit pas. S'il doit, il y a inexécution de l'obligation émise par la loi à sa charge. L'Etat ne saurait être responsable, et son devoir, au contraire, est de se prémunir contre le risque d'inexécution de la rente pour l'avenir : l'article 1978 lui en fournit le moyen. « La Caisse des retraites, disait le rapporteur de la loi au Sénat, intervient au cas d'insolvabilité ou d'impuissance momentanée à payer les arrérages et seulement dans cette hypothèse (1). » En dehors de cette hypothèse, la garantie de l'Etat n'a donc plus de raison d'être. Si l'instance à laquelle donne lieu l'opposition de chef d'entreprise aboutit à la condamnation, il devra indemniser l'Etat dans le passé et dans l'avenir. L'Etat est un garant spécial qui ne se soucie pas de s'exposer à payer pour les débiteurs de mauvaise foi.

Au point de vue de la loi du 9 avril 1898, l'Etat a une triple personnalité : il est à la fois représentant légal des intérêts de l'ouvrier, caution légale de l'obligation de rente viagère des chefs d'entreprise et il est, encore et toujours, l'Etat. En réalité, ces trois qualités sont inséparables les unes des

1. Séance du 7 mars 1898.

autres et elles lui donnent également le droit d'exiger du chef d'entreprise, qui n'a pas remboursé les arrérages payés pour son compte, la constitution d'un capital de garantie, dans les termes de l'article 1978 du Code civil. Il peut le faire, au nom de l'ouvrier crédi-rentier, pour défaut de paiement des arrérages, ou bien en qualité de caution subrogée à tous les droits du crédi-rentier, ou, encore, au nom de l'Etat lui-même, dont la garantie ne peut être que spéciale et de nature à ne fonctionner que dans des hypothèses normales.

Pour enlever à l'Etat la faculté de se servir de l'article 1978 du Code civil, il faudrait interpréter le silence de la loi et des décrets, sur ce point, comme une interdiction. Ce serait une étrange prévention que le langage du rapporteur au Sénat ferait cesser : « Nous voulons, disait-il à la séance du 7 mars 1898, que le Trésor jouisse pleinement, comme tous les créanciers, des garanties de droit commun ». La garantie de l'article 1978 est, en matière de rente viagère, une garantie de droit commun.

c) Pour que l'Etat puisse exercer le droit de l'article 1978, il faut qu'il ait demandé au débiteur le remboursement de ses avances, qu'il ne l'ait pas obtenu et qu'il ait été obligé de recourir à la justice. L'Etat emploiera, d'abord, l'avertissement prévu par l'art. 16 titre II du premier décret du 28 février 1899 ; ensuite il usera, s'il le faut, d'un moyen qui n'ap-

partient qu'à la puissance publique et sert au recouvrement de ses créances : la contrainte. Il laissera au débiteur la faculté d'y faire échec par une opposition. Toutes les formes protectrices du droit des particuliers ont été observées, tous les délais ont été épuisés ; si l'opposition n'est pas recevable, c'est que, vraiment, le débiteur ne mérite pas le crédit que l'Etat lui procure et qu'il doit en être déchu. On peut donc dire que l'Etat devra obtenir l'application de l'article 1978, toutes les fois que le débiteur opposant sera condamné.

La consignation ne sera pas ordonnée par le juge, *proprio-motu*, mais, à la demande de l'intéressé. Or l'Etat est défendeur ; il devra, par conséquent, formuler une demande spéciale qu'il insérera dans un mémoire signifié au chef d'entreprise, conformément à l'article 68 de la loi du 22 frimaire an VII, auquel renvoie l'article 20 du décret de 1899.

ε) La consignation aura lieu au nom et pour le compte de l'ouvrier dans l'intérêt duquel l'Etat est intervenu. Ici comme ailleurs, le débiteur pourra éviter la consignation, en versant à la Caisse nationale des retraites le capital représentatif de la pension.

L'effet de ce système sera, d'une part, que les débiteurs ne feront pas opposition, à la légère, à la contrainte décernée par l'Etat ; ils seront retenus par la crainte d'être obligés de verser la consigna-

tion ; et d'autre part que le créancier ne sera plus exposé au risque d'une nouvelle inexécution de la rente. L'ouvrier sera assuré pour l'avenir du paiement des arrérages de sa pension et l'Etat n'aura pas à supporter l'insolvabilité éventuelle du débiteur contre lequel il aura obtenu gain de cause. Ce dernier résultat n'est pas le moins appréciable ; les débiteurs les moins disposés à remplir leurs engagements, soit négligence, soit incapacité de leur part, sont aussi ceux qui deviennent le plus fréquemment insolvable.

Il n'y aurait que la masse des créanciers qui auraient sujet de se plaindre des conséquences de ce système, mais ils ne sauraient légitimement le faire ; car, l'Etat ne fait qu'user d'un droit appartenant au crédi-rentier dont il tient la place et nous savons que dans la pensée du législateur de 1898, le Trésor doit pouvoir jouir pleinement, comme tous les créanciers, des garanties de droit commun.

A une autre point de vue, l'application de notre système serait une œuvre de véritable justice. On sait, qu'en vertu de la loi de 1898, tous les chefs d'entreprise contribuent proportionnellement à l'importance de leurs impositions, à la constitution d'un fonds de garantie, pour parer aux insolvabilités qui viendraient à se produire. Ce sont, par suite, les chefs d'entreprise imprévoyants ou peu scrupuleux,

qui ne sont ni assurés, ni affiliés à un syndicat de garantie, qui vont obliger l'Etat, grâce, aux ressources de ce fonds de non-valeurs, à payer pour eux. La conséquence sera, en quelque sorte, de donner une prime à l'imprévoyance, et, dans tous les cas, de créer une injustice au préjudice des chefs d'entreprise qui auront pris la précaution de s'assurer. Or, ce seront aussi les chefs d'entreprise imprévoyants ou peu scrupuleux qui chercheront à se soustraire à l'exécution des obligations que la loi leur impose. Notre système apparaît, alors, comme la sanction de l'obligation, d'ordre social, de s'assurer, assumée par tous les chefs d'entreprise.

Enfin, la nécessité de fournir, au cas d'inexécution de la pension, la garantie de l'article 1978, sera, pour le chef d'entreprise, une raison déterminante de recourir à l'assurance. A ce point de vue, notre système sera le moyen de faire naître spontanément dans les mœurs de l'industrie française, ce qui, en Allemagne, est devenu obligatoire par l'autorité de la loi.

En résumé, nous croyons devoir appliquer l'article 1978 au cas de défaut de paiement des arrérages de la rente allouée en vertu de la loi du 9 avril 1898 : 1^o parce que cet article a pour effet d'attribuer au crédi-rentier un capital de consignation et non le capital représentatif de la rente qui seul fait l'objet de l'interdiction de l'alinéa 1^{er} de l'article 28

de la loi nouvelle ; 2° parce que les dispositions du Code civil organisent la réparation du préjudice créé par l'inexécution de la rente et que la loi du 9 avril 1898 ne saurait exempter le chef d'entreprise de la responsabilité du même préjudice, s'il venait à le causer. Nous appliquons le droit commun, dans tous les cas, que l'ouvrier agisse directement contre le chef d'entreprise, ou que l'Etat dirige les poursuites, parce que la responsabilité du débiteur est la même. Et nous croyons avoir puisé, dans les conséquences de cette application, des raisons de la justifier.

CHAPITRE III

De l'application de l'article 1978 du Code civil dans le cas d'insolvabilité du chef d'entreprise

Sommaire : Analyse du 3^e alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898. — La faillite ou la liquidation judiciaire est-elle, dans tous les cas, la cessation de l'industrie. — Le 3^e alinéa de l'article 28 est-il inapplicable au cas où il n'y a pas, à proprement parler, cessation d'industrie ; l'article 22 du décret du 28 février 1899. — Raisons tirées de la théorie française du risque professionnel.

Intérêt de la question. — L'arrêt de la Cour de Grenoble du 5 décembre 1855. — L'article 1978 du Code civ., fonde-t-il un privilège ?

Critique des systèmes d'interprétation de cet article pour le cas où le debi-rentier est insolvable. — Essai d'un système éclectique. — Application du système proposé.

Conséquences au point de vue de la loi sur le risque professionnel, dans le cas où l'insolvabilité du chef d'entreprise n'a pas pour effet la cessation de l'industrie.

Cas d'application de l'article 1978 C. civ., alors que la faillite ou la liquidation devrait entraîner la cessation de l'industrie.

Appendice. — Application du 4^e alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898.

I. La fonction de la garantie de l'Etat aux termes de la loi du 9 avril 1898, est d'assurer le paiement

des pensions mises à la charge du chef d'entreprise, au cas « d'impuissance momentanée » ou « d'insolvabilité ». Telle a été la pensée du législateur, d'après les explications fournies par le rapporteur au Sénat. La Caisse nationale des retraites interviendra, dans tous les cas d'insolvabilité, pour compléter le paiement que l'état des ressources du débiteur ne permettrait pas de faire.

Dans une disposition très brève et au cours d'une énumération d'hypothèses diverses, la loi a prévu le cas où le chef d'entreprise deviendrait insolvable. Le troisième alinéa de l'art. 28 porte, en effet, que « lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge, devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites ». Il semblerait résulter des termes mêmes de cette disposition que la faillite ou la liquidation judiciaire est, quant à ses effets juridiques, assimilée par la loi du 9 avril 1898 à la retraite ou au décès du chef d'entreprise ou bien encore à la cession de son établissement. Dans tous les cas, le chef d'entreprise disparaîtrait, soit personnellement, soit par rapport à l'entreprise dont il aurait été le chef. Et comme l'indiquent les premiers mots du 3^e alinéa de l'article 28 : il cesserait son industrie. La liquidation judiciaire

et la faillite seraient considérées comme des cas de cessation d'industrie assimilables à un décès : ce seraient en quelque sorte des décès d'ordre commercial. Rien ne serait moins exact qu'une pareille théorie.

La faillite ou la liquidation judiciaire ne se caractérise pas par la cessation de l'industrie, mais par la cessation de paiements. C'est tout différent. Il peut arriver qu'un débiteur insolvable cesse son industrie, mais il n'en est pas toujours ainsi. S'il y a union des créanciers ou concordat par abandon d'actif, et que, par conséquent, on procède à la réalisation des biens et créances du débiteur insolvable, l'entreprise disparaît et, avec elle, son chef au point de vue commercial. Mais si les créanciers ont accepté un concordat ordinaire, le débiteur n'est pas effacé de la surface du monde commercial ; il est remis à la tête de ses affaires et il continue à exploiter l'entreprise dont il demeure le chef. Il n'y a pas eu cessation d'industrie. C'est tout au plus si l'on pourrait dire qu'il y ait interruption de l'administration personnelle du chef d'entreprise (1), car il arrive qu'aucune solution de continuité ne se mani-

1. A l'appui de notre thèse, nous croyons devoir faire observer que l'article 532 qui constitue les syndics mandataires légaux de la masse se réfère à l'union des créanciers (section IV du chap. VI). Jusqu'alors les syndics paraissent devoir agir pour le compte et dans l'intérêt du débiteur : l'art. 471 *in fine*, les articles 475, 486 et 487 sont en ce sens

feste, comme dans le cas où le débiteur est autorisé, conformément à l'article 6 de la loi du 4 mars 1889, à continuer l'exploitation de son commerce ou de son industrie .

Dira-t-on que dans la pensée du législateur, l'article 28, alinéa 3, s'applique à tous les cas d'insolvabilité. Cette assertion ne saurait être soutenue que par ceux qui admettent qu'au sens de l'article 1978 du Code civil, le débi-rentier doit payer une somme dont l'emploi en viager suffit au service des arrérages. Car alors la solution serait la même dans tous les cas. Mais pour nous qui avons cru devoir nous rallier à une autre interprétation de l'article 1978, nous devons aussi nous demander ce qu'il faut décider, d'après le droit commun, en dehors des cas de cessation d'industrie qui font seuls l'objet de l'article 28 de la loi de 1898. Cet article a un caractère dérogatoire ; nous devons par suite lui appliquer les règles d'une interprétation étroite et sauvegarder le domaine du droit commun. On ne peut étendre à la continuation de l'industrie une disposition qui s'applique expressément à sa cessation. La loi se réfère seulement à l'hypothèse où le chef d'entreprise cesse son industrie ; elle ne comprend donc pas tous les cas de faillite ou de

et l'idée qui s'en dégage s'affirme encore davantage quand on les rapproche des articles 534 et 535 relatifs à l'union.

liquidation judiciaire. Les règles de l'interprétation juridique nous font un devoir d'en restreindre la portée à l'hypothèse qu'elle vise et d'appliquer à tous les autres cas, le droit commun en vigueur, l'article 1978 du Code civil.

On est, sur ce terrain, d'autant plus à l'aise que les débats parlementaires ne nous fournissent aucun éclaircissement sur le sens et la portée de l'article 28. Le vote de cette disposition n'a soulevé aucune contestation. Et dans la plupart des commentaires qui ont été publiés sur la loi des accidents du travail, on la trouve, à cet égard, si explicite qu'il suffit, dit-on, de la lire pour la comprendre. Nous devons nous montrer plus rigoureux.

L'article 28 est donc incomplet. Mais, peut-être, l'un des décrets de 1899 viendra-t-il éclairer le problème ? Le deuxième décret du 28 février 1899 contient une disposition rapide et quelque peu prudente, l'article 22, qui porte que : « Lorsque le capital représentatif d'une pension est, conformément aux termes de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, représentant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, demande l'admission au passif pour le montant de sa créance — il est procédé, dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491

et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire. »

On pourrait d'abord faire remarquer qu'en employant l'expression « exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire », le décret permet de réserver le cas où les suites de la faillite ou de la liquidation n'entraînent pas l'exigibilité. Il y a, cependant, une difficulté. Les articles 491 et suivants du Code de commerce se réfèrent à la vérification des créances qui précède le vote de concordat ou la formation de l'union. On peut, il est vrai, produire des créances conditionnelles, mais alors elles ne sont pas exigibles. Donc l'exigibilité du capital représentatif de la pension ne peut résulter que du jugement déclaratif. Cet argument prouverait trop. Pour qu'il fût péremptoire, il faudrait admettre, en définitive, qu'un décret, en matière de dérogation au droit commun, pût être plus large que la loi qui la consacre. Ce qui est contraire au principe de la séparation des Pouvoirs, base de notre droit public. Du moment que le décret renvoie expressément à l'article de loi dont il organise l'application, il ne peut être question, ici, que d'une exigibilité éventuelle, subordonnée à la cessation de l'industrie.

Il y a, d'ailleurs, en faveur de notre système une raison plus haute : c'est la théorie même du risque professionnel telle qu'elle est entrée dans notre

législation. Suivant la théorie française, le risque professionnel n'est pas, comme en Allemagne, à la charge de la Société tout entière, mais de chaque chef d'entreprise, pris individuellement. Si l'entreprise existe toujours, si son chef subsiste, qu'il n'y ait ni décès industriel, ni rupture avec le monde des affaires, mais seulement une crise passagère, sans influence sur l'identité commerciale du débiteur, il n'y a lieu de nover l'obligation dans aucun de ses éléments essentiels. Il en est tout différemment dans le cas de cessation d'industrie. Le chef d'entreprise disparaît : son patrimoine se dissout ou se fond dans celui d'un autre qui lui succède : il y a lieu de constituer un nouveau débiteur. Le législateur a voulu que ce fut, en principe, l'Etat. Jusqu'à la cessation d'industrie le chef d'entreprise pouvait se décharger sur l'Etat de l'exécution de sa dette moyennant un forfait ; désormais, ce forfait est exigé, et ce qui était *in facultate solutionis* est *in obligatione*. Cette transformation ne s'harmonise plus avec l'hypothèse où l'industrie, après avoir subi une crise, est continuée sous la responsabilité du même chef d'entreprise.

II. La cessation de l'industrie rend exigible le capital représentatif de la pension. Or, jusqu'à la formation de l'union, le chef d'entreprise ne cesse pas son industrie. Quel sera le sort de la créance de rente viagère jusqu'à ce moment ? Si un concordat est

voté, la condition à laquelle était subordonnée l'exigibilité du capital représentatif de la rente aura défailli. Que décidera-t-on en ce cas ? L'application de l'article 1978 aboutirait à faire payer par le chef d'entreprise, un dividende calculé sur le capital dont l'emploi en perpétuel suffit au service des arrérages. Pour l'Etat, cette solution n'aurait aucun avantage : sa perte sera toujours la même : elle est représentée par un capital dont l'emploi en viager suffit au paiement de la différence. Quant au chef d'entreprise, aurait-il intérêt à se libérer, au moyen d'une consignation ? Cet intérêt n'existe que dans une seule hypothèse. Imaginons en effet que l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 s'applique dans tous les cas, et que le chef d'entreprise ait obtenu un concordat, moyennant l'offre de payer 100 0/0 en annuités de 10 0/0. Au bout de la première année, l'ouvrier titulaire de la rente meurt ; le chef d'entreprise n'en continuera pas moins à prélever sur ses bénéfices péniblement gagnés, de quoi payer le capital représentatif d'une rente dont il aurait été exonéré, si le droit commun lui avait été applicable.

L'intérêt de la question ne se limite pas à cette hypothèse. Il peut arriver que les tribunaux interprètent l'article 1978 du Code civil de telle sorte qu'ils investissent le crédi-rentier d'un privilège d'un nouveau genre. Tel arrêt de la cour de Gre-

noble du 4 décembre 1855, en est un exemple. Aux termes de cette décision « l'état de déconfiture du débiteur d'une rente viagère, n'a pas pour effet de soumettre le credi-rentier à la réduction proportionnelle que subissent en pareils cas, tous les créanciers chirographaires, et le credi-rentier doit continuer à toucher intégralement les arrérages échus et à échoir; en conséquence, une somme affectée au service de la rente, jusqu'à son extinction doit être réservée sur l'actif du débi-rentier, et, dans le cas, où, par l'effet de la contribution entre les créanciers chirographaires de celui-ci, le credi-rentier ne pourrait obtenir l'emploi d'un capital suffisant pour subvenir au service intégral des arrérages, il aura le droit de recevoir chaque année, afin de compléter le paiement des arrérages échus, une portion du capital employé et ce, jusqu'à l'extinction de la rente ou du capital » (1).

Le système de cet arrêt se compose de quatre propositions :

1^o Le credi-rentier continue, malgré la faillite à toucher intégralement les arrérages échus et à échoir ;

2^o Il doit être colloqué pour une somme dont l'emploi suffit au service des arrérages ;

3^o Si, par suite du concours entre les créanciers

1. Dalloz, 1856, 2^e partie, p. 278.

chirographaires, la somme dont il fait emploi pour subvenir au paiement des arrérages n'est pas suffisante, il a le droit d'opérer, sur cette somme, les prélèvements nécessaires pour parfaire les arrérages, et ce, jusqu'à l'extinction de la rente ou du capital.

4° On ne saurait objecter à cette solution qu'elle est contraire à la disposition de l'article 1978 qui interdit le remboursement du capital de la rente, cette disposition ne s'appliquant pas au cas où la somme à employer est insuffisante (considérant de l'arrêt précité).

Ce système renferme des éléments manifestement contradictoires. Une première contradiction se présente entre la première et la troisième proposition ; car, si le crédi-rentier doit toucher intégralement les arrérages échus ou à échoir, pourquoi soulever la question du concours entre les créanciers chirographaires et le crédi-rentier. La deuxième et la quatrième proposition constituent la seconde contradiction : si la disposition de l'article 1978 qui interdit le remboursement du capital est inapplicable au cas où, par suite de la faillite, la somme allouée au crédi-rentier est insuffisante pour le service des arrérages, qu'est-il besoin de le colloquer conformément à la disposition finale de ce même article, en lui-même indivisible.

La solution qui se présente comme la résultante

de ces diverses propositions est, par conséquent, entachée d'une certaine inexactitude. Mais il suffit qu'une Cour d'appel ait pu se trouver, qui ait consacré un pareil système, pour que le problème de l'extension de l'article 1978 présente, au point de vue de la loi du 9 avril 1898, un intérêt pratique particulier.

Il n'y a pas que cet intérêt en jeu. Si le raisonnement de la cour de Grenoble semble pécher par la logique, la prémisse qui est, en elle-même, une pure énonciation, n'est pas nécessairement fausse. Est-il manifestement inexact qu'aux termes du Code civil, le crédi-rentier doive, malgré la faillite du débiteur, toucher l'intégralité de ses arrérages ?

L'article 1978 pose un principe : au cas d'exécution des conventions, le capital de la rente n'est pas remboursable ; mais il y a lieu d'assurer l'exécution compromise moyennant l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages. L'effet de cette disposition est d'investir le credi-rentier d'un droit d'usufruit portant sur la somme productive d'intérêts égaux aux arrérages de la rente. Cette constitution d'usufruit n'est pas le paiement, mais la garantie du paiement de la rente viagère, car la rente viagère n'est pas une créance d'usufruit. Si nous appliquons le texte qui consacre cette garantie à la faillite — et il le faut bien puisque nous n'en avons pas d'autre — on ne voit pas bien com-

ment le concours des créanciers peut en restreindre le fonctionnement. Ou le crédi-rentier sera payé proportionnellement à sa créance et recevra un dividende sur sa valeur, ou, si l'exécution de la créance est garantie, il exercera son droit à la garantie et ne subira pas le concours des autres créanciers. L'hypothèse normale de l'inexécution d'une créance est celle qui a pour cause l'insolvabilité du débiteur. Le Code civil n'a pas manqué de la prévoir lorsqu'il s'est agi des rentes perpétuelles. Or, au cas d'insolvabilité du débiteur, la somme dont il faudra ordonner l'emploi, aux termes de l'article 1978, sera si l'on admet le concours des créanciers, nécessairement insuffisante et le Code civil ne l'aurait pas prévu ! N'est-il pas plus rationnel de conclure que le Code n'admet pas le concours !

Mais, dira-t-on, les privilèges sont de droit étroit et le privilège du crédi-rentier n'est mentionné par aucun texte. Cependant, n'est-ce pas un droit exorbitant du droit commun que celui que consacre l'article 1978. Le crédi-rentier, en vertu de cette disposition, peut saisir et *faire vendre* les biens du débi-rentier pour une somme supérieure et, peut-être, de beaucoup, à la valeur de sa créance. Mais, pouvoir saisir et faire vendre les biens de quelqu'un sans être créancier de leur valeur, c'est avoir sur la chose d'autrui un véritable droit de co-propriété, opposable, par conséquent, aux autres ayants cause

à titre particulier. Et cette idée n'est-elle pas singulièrement en harmonie avec les termes mêmes du Code civil qui, dans ses articles 1980, 1982 et 1983 appelle le crédi-rentier le propriétaire de la rente (1)?

Nous nous bornerons à émettre cette opinion sans essayer de la soutenir de peur d'essuyer le reproche d'une originalité excessive. Appliquée au cas d'insolvabilité d'un chef d'entreprise qui ne cesserait pas son industrie et aurait obtenu un concordat, cette théorie n'aurait peut-être pas des effets aussi funestes qu'on pourrait le croire. Nous la croyons, pourtant, mauvaise, en principe. Rien ne justifierait un privilège au profit du crédi-rentier viager. Ce serait contraire à l'évolution juridique qui tend à la restriction des privilèges et peu conforme à l'équité. Nous nous rallierons à un autre système.

1. Cette thèse pourrait s'expliquer par l'histoire du droit de rente qui, malgré l'édit de Dumoulin, eut longtemps un caractère réel. Loyseau, au commencement du ^{xvii}^e siècle se pose encore la question de savoir si les rentes sont meubles ou immeubles et fait allusion à certaines coutumes où elles sont, de son temps, réputées immeubles. En fait, toute rente procurait les avantages d'un droit réel par son affectation immobilière et les sûretés réelles dont elle était entourée. Pothier, dans son traité de constitution de rente, a en vue une rente garantie par une hypothèque. Si les rédacteurs du Code civil ont répudié les vieux préjugés, en matière de rente perpétuelle, il semble, par contre, qu'ils aient restauré, en matière de rente viagère, une ancienne conception.

III. Pour justifier le système d'interprétation de l'article 1978, suivant lequel le débi-rentier, au cas d'inexécution, doit fournir un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente, les auteurs donnent, parfois, comme raison principale, qu'il est le plus favorable aux intérêts de la masse des créanciers. En quoi consisterait cette faveur ?

Une personne est débitrice d'une rente viagère de 900 francs. Son actif est de 30.000 francs et elle a, non compté la rente, 30.000 francs de dettes. S'il faut payer au crédi-rentier le capital représentatif de la rente, il touchera une somme dont le montant variera, suivant l'âge qu'il aura. Supposons qu'il touche un dividende égal à 8.000 francs, il restera 22.000 francs pour payer 30.000 francs. Si, au contraire, le crédi-rentier doit recevoir l'usufruit d'un capital dont les intérêts soient égaux aux arrérages de la rente, il touchera les intérêts d'un dividende égal à 15.000 francs (en supposant que le capital nécessaire soit égal à 30.000 francs). A son décès, ces 15.000 francs seront disponibles et devront être répartis entre les autres créanciers du débi-rentier. Or, le décès du crédi-rentier peut se produire à bref délai, au bout de deux ou trois ans, par exemple; dans ce cas, les autres créanciers, seront désintéressés presque intégralement.

Si tel devait être l'effet pratique du système d'interprétation dont il s'agit, nous n'hésiterions pas

à dire que ce serait une raison pour le condamner. La théorie suivant laquelle le crédi-rentier est payé moyennant le capital représentatif de la rente, a, au moins le mérite, de réaliser l'égalité entre les créanciers. Tous sont payés en monnaie de dividende et le dividende est égal pour tous. Dans l'hypothèse, au contraire, où le crédi-rentier devient usufruitier de la somme suffisante pour le service des arrérages, il y a, à son préjudice, une véritable violation de l'égalité entre les créanciers. Le jour où il meurt, le capital de garantie désormais libre d'affectation va grossir la part des autres créanciers ; peut-être, comme dans l'exemple précédent, ces disponibilités nouvelles permettront-elles de les désintéresser intégralement. Seul d'entre tous les créanciers, le crédi-rentier aura subi les effets de la faillite de son débiteur et lui seul aura touché un dividende.

Le débi-rentier a droit à la chance de garder le reliquat du capital prêté, si le crédi-rentier meurt avant que ce reliquat n'ait été épuisé, ou s'il est épuisé il doit continuer à payer les arrérages. Mais même dans ce dernier cas, il y a, pour le débi-rentier un droit à une certaine chance, au moindre risque, si l'on peut dire : c'est la forme négative de la chance du débi-rentier après l'épuisement du capital ; elle n'en constitue pas moins un élément qui influe sur la valeur de la rente et qui, à ce titre, fait partie de son actif patrimonial. Le crédi-rentier

a, comme tous les autres créanciers, le patrimoine de son débiteur pour gage ; il a, par conséquent, le droit de se payer, comme eux et dans la même proportion, sur la valeur de cette chance. On devra donc l'admettre au passif de la faillite pour la valeur même de sa rente en considération de cet élément aléatoire, c'est-à-dire pour le capital représentatif de la rente viagère lui-même. En admettant le crédi-rentier pour un capital dont les intérêts compenseraient les arrérages, on grèverait le passif de la faillite pour une somme supérieure à la valeur de sa créance et l'on déprimerait le dividende à son détriment. Car il n'a que l'usufruit de son dividende et les autres créanciers en ont, en définitive, la nue propriété.

L'article 1978 du Code civil ne peut pas avoir pour effet d'instituer un privilège au profit de la masse ; nous ne croyons pas non plus qu'il déroge, au profit du crédi-rentier, à l'égalité entre les créanciers. Il ne se réfère pas d'ailleurs, à l'évaluation de la créance de rente viagère, au chiffre pour lequel on devra l'admettre au passif du débi-rentier, il organise seulement une garantie d'exécution qui consiste à investir le crédi-rentier d'un droit d'usufruit portant sur une somme productive d'intérêts égaux aux arrérages qui lui sont dus. Si le débiteur est insolvable, il ne lui sera dû, à l'égard de la masse, qu'un dividende d'arrérages égal au rapport

du passif à l'actif, la créance de rente viagère ayant été évaluée, au passif, pour sa valeur même, ce qui est d'une évidente justice. Cette dette d'arrérage établie, on invoquera l'article 1978 du Code civil, pour en assurer l'exécution : on prélèvera sur l'actif une somme productive d'intérêts égaux au dividende d'arrérages attribués au crédi-rentier, et les autres créanciers se répartiront entre eux la différence, en attendant qu'ils soient appelés à se partager le capital de garantie de la rente, devenu disponible par le décès du crédi-rentier.

Soit un patrimoine grevé de 40.000 fr. de dettes et d'une rente viagère de 300 fr. et comprenant 20.000 fr. d'actif. La valeur de la rente est de 3.000 fr. Si nous appliquons la méthode que nous venons d'exposer, nous aurons un passif de 43.000 fr. pour 20.000 fr. d'actif, soit un dividende de 46,50/0. En comptant l'intérêt à 3 0/0 et, par conséquent, le capital nécessaire à 10.000 fr., on distraira de l'actif 4.650 fr. pour être affecté au service de la rente, et les autres créanciers formant un ensemble égal à 40.000 fr. se répartiront la différence, soit 15.350 : ce qui donne un dividende de 38,375 0/0. Mais si on ajoute à 15.350 la valeur de nue-propriété des 4.650 ou $\left(\frac{7.000 \times 4.650}{10.000} \right)$, on a 18.605 fr. ce qui permet de retrouver le dividende de 46 fr. 5. L'éga-

lité entre les créanciers est donc observée et le principe de l'article 1978 du Code civil respecté.

Cette solution a, en outre, l'avantage de permettre aux créanciers de se réserver une certaine chance sans les obliger à la courir. Rien ne les empêche en effet de vendre la nue propriété de la rente réduite au pied du dividende, auquel cas, ils se trouveront dans la même situation que si le crédi-rentier avait été colloqué pour le capital représentatif de la rente.

Que le crédi-rentier produise à la faillite pour la valeur de sa rente, on n'imagine pas aisément qu'il en puisse être différemment. Quel est la raison d'être de la production ? C'est l'admission au passif. On ne saurait admettre un créancier au passif, pour une somme supérieure à la valeur de sa créance. La valeur de la créance de rente viagère, sa valeur actuelle, est exprimée par le capital représentatif même ; c'est pour cette somme que le crédi-rentier produira et sera admis au passif du débi-rentier. Il est nécessaire qu'il en soit ainsi. Est-ce à dire que ce capital va, par le fait même de la production, devenir exigible ? Il ne faut pas, suivant nous, être dupe de cette illusion qui consisterait à considérer le sort de la plupart des créances comme étant le sort commun à toutes. Si le capital de la rente perpétuelle est, comme toute somme prêtée, rendu exigible par la faillite ou la déconfiture du débiteur,

c'est parce qu'il y a des textes qui le disent. En matière de rente viagère, il n'y en a pas de semblable ; le texte applicable, suivant l'interprétation que nous croyons être la plus exacte, dit expressément le contraire. La somme pour laquelle le débirentier produira, parce qu'elle est la valeur même de sa créance et qu'il ne saurait être admis au passif du débirentier, pour un autre chiffre, le capital représentatif de la rente, ne sera donc pas, en considération des textes mêmes du Code civil, réputé exigible. En vertu de ces textes, l'exercice du droit de créance du crédirentier doit s'effectuer sous une forme spéciale qui consiste à exiger la consignation, le nantissement d'une somme productive d'intérêts égaux aux arrérages de la rente. Or, le débirentier est en faillite et la créance de rente viagère n'est pas privilégiée par sa nature ; pour savoir quelle somme on devra consigner, il faudra d'abord déterminer la somme d'arrérages qui devra être payée au crédirentier, en raison du concours entre les créanciers chirographaires. Cette somme d'arrérages sera déterminée par le dividende résultant du rapport qui existe entre le passif et l'actif. Le dividende établi, rien n'est plus aisé que de liquider la somme qui doit faire l'objet de la consignation, ce sera celle dont l'emploi suffira au service des arrérages réduits au pied du dividende. Les autres créanciers se paieront de leur dividende, par-

tie, sur la différence disponible, partie, sur la nue propriété de la somme consignée, nue propriété qu'ils conserveront ou alièneront à leur volonté, soit qu'ils préfèrent courir la chance inhérente à la créance de reprendre, à brève échéance, par suite d'un décès prématuré du crédi-rentier, les fonds rendus libres d'affectation, soit, au contraire, qu'ils renoncent à ce bénéfice aléatoire.

La valeur de la créance de rente viagère n'est pas exigible ; ce qui est exigible c'est l'usufruit de la somme dont l'emploi suffira au service des arrérages dans la mesure dans laquelle le concours des créanciers permettra d'y procéder. Dans tous les cas la valeur de la créance demeure identique. Il est indifférent pour l'établissement du dividende, que l'exigibilité de la créance porte sur la propriété du capital qu'il exprime sa valeur nette ou sur l'usufruit de la somme dont les intérêts compenseront les arrérages de la rente. Au point de vue de la répartition et de la raison d'être des opérations de la liquidation, notre système ne saurait avoir aucun inconvénient : il présente au contraire pour les créanciers autres que le crédi-rentier, des avantages dont ils sont, d'ailleurs, libres de profiter.

Cette théorie semble ne devoir s'appliquer que dans le cas où la faillite ou la liquidation du débi-rentier aboutit à la réalisation de l'actif. Dans ce cas, en effet, il y a lieu de répartir l'actif, au prorata de

la valeur de chaque créance. Mais dans l'hypothèse où il y a concordat, le dividende n'est pas déterminé par rapport à l'actif ; il est proposé par le débiteur qui se base tant sur ses ressources actuelles que sur ses prévisions. S'il est accepté, chaque créancier fait abandon du solde de sa créance ; une fois payé de son dividende il ne peut plus rien exiger. Le débiteur a pu lui-même déterminer le dividende en faisant entrer en ligne de compte la valeur de la chance inhérente à la dette de rente viagère. Il semble donc que l'égalité des créanciers soit, ici, respectée bien que le dividende ait été calculé d'une façon identique.

Ces raisons ne nous convainquent pas pleinement. Le jour où le crédi-rentier mourra, le capital consigné sera libre et le débiteur aura de nouvelles ressources pour payer ses dettes. S'il est loyal et de bonne foi, c'est ce qu'il fera. Or, il faut toujours supposer la loyauté et la bonne foi, quand on agite une question de principe. Il y a, dans le procédé de la consignation du capital de garantie suivant un dividende général, une source d'avantages au profit de tous les créanciers autres que le crédi-rentier. Que le débiteur ait déterminé le dividende commun en se basant sur l'évaluation de la chance qui lui appartient, ce n'est qu'une hypothèse, et l'appréciation personnelle du débi-rentier ne saurait être une garantie pour le crédi-rentier.

Il nous paraît juste de décider que toutes les fois qu'il y aura un crédi-rentier viager dans la masse des créanciers d'une faillite, de majorer son dividende, proportionnellement à la valeur de nue propriété du capital de garantie, à charge, par le débiteur failli, de procéder à la répartition de ce capital entre les créanciers, au décès du crédi-rentier. Nous croyons devoir subordonner à cette règle la validité de tout concordat, et, en particulier, de ceux contenant soit la clause de retour à meilleure fortune, soit la désignation d'un commissaire chargé de surveiller les opérations du débiteur, ou toute autre condition de nature à affecter le dividende d'un caractère nettement provisoire. Dans ce cas, en effet, les créanciers ont droit à la répartition du capital de garantie qui deviendrait disponible à la mort du crédi-rentier. C'est un avantage appréciable et positif pour les créanciers autres que le crédi-rentier, sans compensation pour ce dernier.

Le remède nous paraît d'une application simple. soit un crédi-rentier recevant un dividende de 10.000 francs ; la valeur de la rente viagère au pied du dividende étant de 3.000 francs, la nue propriété du capital sera égale à 7.000 francs. Supposons un passif de 350.000 francs, la répartition de 7.000 fr. entre 350.000 donnera un dividende de 2 0/0, on augmentera d'autant le dividende du crédi-rentier

et l'égalité sera réalisée d'une façon aussi exacte que possible.

Un concordat ne contient pas, le plus souvent, que l'offre d'un dividende, mais aussi des termes de paiement échelonnés. Comment concilier l'exécution d'un concordat par atermolement avec le paiement des arrérages par voie de consignation d'un capital. Supposons un concordat aux termes duquel le débiteur paiera 100 0/0 en 10 paiements annuels de 10 0/0. S'il s'agit de payer à un crédi-rentier viager le capital représentatif de sa rente, rien n'est plus facile ; il touchera chaque année 10 0/0 du capital et, s'il meurt avant la dixième année, ses héritiers continueront à toucher pour lui. De son vivant, il pourra vendre sa créance et en tirer immédiatement profit. Mais, que décider dans le cas de consignation d'un capital de garantie ? Versera-t-on, chaque année, 10 0/0 de la somme à consigner ? Si le crédi-rentier viager meurt avant la dixième année, la dette sera éteinte et elle n'aura pas été payée dans les termes du concordat. A coup sûr, les conditions entre le crédi-rentier, d'une part, les autres créanciers, d'autre part, ne seront pas juridiquement égales. Cette solution simpliste est fort défectueuse. On peut en imaginer une autre, plus juste à notre avis, et reposant sur la *valeur actuelle* de la créance de rente viagère *en considération des conditions d'atermolement dont elle est affectée*. On évaluera la créance

comme si elle devait être payable en un capital et en 10 paiements annuels, et cette valeur globale établie, on consignera une somme suffisante pour assurer le service d'une rente équivalente. Et, comme précédemment, on augmentera cette somme d'une part de la valeur de nue-propiété qu'elle représente, à charge par le débiteur d'en répartir le surplus entre les autres créanciers, à la cessation de l'usufruit.

Ce sont là des opérations dont l'application est plus simple que l'explication. Mais si compliquées qu'elles pourront paraître, elles sont, à notre avis, imposées par le principe de l'égalité entre les créanciers et la nature, d'ailleurs complexe, de l'opération de rente viagère.

IV. — Nous avons admis que le 3^e alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 constituait une dérogation à la règle de l'article 1978 du Code civil. Nous avons cru devoir en limiter l'application aux cas de cessation d'industrie, qu'il vise spécialement, et étendre le domaine du droit commun à la faillite et à la liquidation judiciaire, lorsqu'elles ne constituent pas l'exécution même du chef d'entreprise : c'est le cas du concordat ordinaire.

Le fonctionnement du principe de l'article 1978, au cas d'insolvabilité du débi-rentier reposant, suivant notre interprétation, sur l'admission au passif pour la valeur actuelle et globale de la rente via-

gère, l'application de la méthode que nous avons exposée, sera facilitée par les barèmes de la Caisse nationale des retraites publiés en exécution de l'article 28 et indiquant pour une rente et un âge déterminés, le capital correspondant. En conformité de l'article 22 du deuxième décret du 28 février 1899, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations représentant la Caisse nationale des retraites demandera, et, cela dans tous les cas, son admission au passif pour le montant de sa créance, c'est-à-dire pour le capital représentatif de la rente. Si les créanciers se forment en état d'union, il y a exécution du chef d'entreprise et cessation de l'industrie, au moins relativement à lui; le capital représentatif est, dès lors, exigible et l'Etat reçoit un dividende portant sur ce capital. Si, au contraire, le chef d'entreprise obtient un concordat, il n'est pas exécuté, ses créanciers lui font grâce, en quelque sorte, il n'y a pas cessation de l'industrie et l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 ne s'applique plus. Si le capital représentatif de la rente n'est pas exigible, il sert toujours de base à l'évaluation de la créance de l'Etat; c'est pour sa valeur même que la rente viagère grève le passif du débiteur qui, dans tous les cas, est identique. Mais, au lieu de porter sur cette valeur actuelle et globale, le dividende de l'Etat sera, en principe, fixé, d'après la somme productive d'intérêt égaux aux arrérages de la rente.

L'Etat produira pour le capital représentatif de la rente, comme le ferait un crédi-rentier de droit commun, mais cette somme ne sera exigible que lorsque la cessation de l'industrie aura lieu, conformément au 3^e alinéa de l'article 28 de la loi. Jusqu'alors, la condition de la créance est celle de toute créance de rente viagère produite et admise au passif du débi-rentier ; sa valeur n'est pas exigible, ce qui est exigible c'est l'usufruit de la somme dont l'emploi suffira au service des arrérages, dans la mesure dans laquelle le concours des créanciers permettra d'y procéder. La créance de l'Etat aura et conservera le même caractère de droit commun, à moins que la cessation de l'industrie n'ait lieu. Comme on ne sait pas encore au moment de la déclaration de la faillite ou de la liquidation judiciaire s'il y aura, ou non, cessation de l'industrie, le sort de la créance sera forcément conditionnel. Mais la transformation de la créance, sa novation ne se produira que par la cessation de l'industrie. Jusqu'alors c'est le droit commun qui devra s'appliquer. On appliquera le droit commun tel que nous l'avons interprété, parce que le droit commun doit rester sauf toutes les fois qu'il n'est pas en opposition avec un texte précis, et que notre interprétation, par une sorte d'éclectisme, satisfait à toutes les exigences.

Pour pousser jusqu'à ces dernières conséquences

le système dont nous avons développé la justification, on devra majorer la somme consignée au profit de l'Etat d'une part de la valeur de nue-propriété qu'elle représente proportionnelle à la valeur actuelle et globale de la rente viagère, c'est-à-dire au capital représentatif correspondant, en vue de compenser l'avantage résultant, pour les créanciers autres que le crédi-rentier, de la répartition de la somme consignée, effectuée au décès du crédi-rentier. Ici comme dans les hypothèses que nous avons précédemment examinées, nous croyons que cette condition s'impose, en équité. Elle sera juridiquement nécessaire si l'obligation, pour le débiteur, de répartir au décès du crédi-rentier, les fonds consignés au profit de ce dernier, résulte des termes mêmes du concordat. Telle est, selon nous, la solution la plus en harmonie avec le droit, l'équité et la raison.

Nous croyons devoir ajouter qu'étant donné les termes de l'interprétation de l'article 1978 du Code civil que nous avons adoptés, on ne saurait nous opposer la volonté implicite du législateur, si tant est qu'on puisse la dégager des documents publics. Les auteurs de la loi n'ayant pas eu la même idée que nous de l'application de l'article 1978, on ne peut invoquer, contre nous, leurs intentions, alors surtout qu'elles sont restées secrètes.

Ce système n'a pas une portée subversive. Il a pour base essentielle la justice. Loin de nuire au

débiteur, à ses créanciers ou à l'Etat, il est à tous profitable.

Le chef d'entreprise ne saurait se plaindre de notre solution. La consignation lui permet, s'il le désire, de courir une chance, mais elle ne s'impose pas à lui. L'obligation que la loi met à sa charge est facultative : il peut se libérer de suite s'il lui convient de le faire, moyennant le versement du capital représentatif de la rente. S'il veut payer l'Etat en un dividende portant sur ce capital, c'est son droit. L'Etat ne saurait s'y refuser, car il n'y aurait aucun intérêt, qu'il soit payé en un capital ou en arrérages, la différence à sa charge est nécessairement la même. La Caisse nationale des retraites fonctionne comme une société d'assurance; l'opération à son égard n'ayant rien d'aléatoire, sa perte se chiffrera toujours par la même somme.

L'Etat, en principe ne gagnera rien à l'application de notre système, mais il sera assuré de ne pas être lésé. Il sera toujours traité, vis-à-vis de la masse des créanciers dans des conditions d'égalité.

Quant aux créanciers, ils ne sauraient légitimement se plaindre. Si le débiteur préfère consigner, c'est qu'il compte sur la réalisation d'une chance qui lui permettra de désintéresser ses créanciers dans une plus large mesure. Ce ne peut être que

dans l'intérêt de son crédit qu'il exerce son option.

L'application de notre système ne peut que tourner au profit de la masse.

V. — Il est une hypothèse où la faillite et la liquidation judiciaire ne sauraient faire obstacle à l'application de l'article 1978 du Code civil, telle que nous l'avons entendue, alors même qu'elles dussent entraîner, ainsi que le prévoit le 3^e alinéa de l'article 28, la cessation de l'industrie. C'est le cas où, soit l'Etat, soit l'ouvrier, ayant obtenu, contre le chef d'entreprise, un jugement le condamnant à fournir la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente, la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur se déclarent, avant que la consignation ait été effectuée.

S'il s'agit d'un jugement obtenu durant la période suspecte, nous croyons que son effet tombera en vertu de l'article 446 du Code de commerce, et que la somme, alors même qu'elle eut été consignée, appartiendra à la masse.

Mais, il peut arriver que le jugement ait été obtenu, avant la date d'origine de la période suspecte, et que le débiteur n'ait pas encore consigné la somme nécessaire, soit qu'il ait bénéficié d'un délai, soit que le créancier ait été négligent. Dans ce cas, le créancier, que ce soit l'ouvrier lui-même ou bien l'Etat, se présente avec un jugement qui est dès

lors sa créance même. Or, ce jugement exige la consignation d'une somme déterminée. Est-ce à dire qu'on devra admettre le créancier au passif pour cette somme même. Nous savons que cette manière de faire entraînerait des conséquences injustes. La créance du crédi-rentier, même sous cette forme nouvelle, a une valeur identique. C'est la valeur même d'usufruit de la somme consignée, c'est le capital représentatif de la rente. On devra donc admettre le créancier au passif de la faillite pour cette valeur ; mais, ce dernier pourra exiger que le dividende qui sera consigné à son profit porte sur la somme fixée au jugement, conformément aux principes que nous avons précédemment exposés.

Ici comme ailleurs, le débiteur pourra éviter la consignation en se libérant de sa dette entre les mains du directeur de la Caisse Nationale des Retraites. L'ouvrier ni l'Etat ne sauraient s'opposer à ce règlement, du moment qu'il leur assure la même satisfaction.

APPENDICE

L'exigibilité du capital représentatif de la rente viagère résultant, aux termes du 3^e alinéa de l'article 28, de la cessation d'industrie n'enlève pas absolument au débiteur la faculté de recourir à la consignation, s'il le préfère. Cet article contient, en effet, un quatrième paragraphe, ainsi conçu : « Toutefois le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés de versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique ». Cette disposition ne fait aucune exception et le décret qu'elle prévoit, le troisième en date du 28 février 1897, n'exclut pas le débiteur failli du bénéfice de l'exonération consacré par la loi. Il faut, pensons-nous, en conclure que le syndic, qui a l'exercice de toutes les actions dépendant du patrimoine du failli, pourra, avec l'autorisation de la masse, payer la rente, suivant l'un des modes de libération énumérés par le troisième décret du 28 février 1897, s'il en est un qui soit compatible avec l'état de faillite

et les intérêts des créanciers. Or, au nombre des garanties spécifiées par ce règlement d'administration publique, on prévoit « l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires des pensions, le montant de la rente devant être égal au moins à celui de la pension », c'est bien là, une forme de l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages dont il est parlé à l'article 1978 du Code civil. Si ce dernier article est applicable au cas d'insolvabilité du débi-rentier, rien ne s'oppose, en soi, à l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom de l'ouvrier titulaire d'une pension, alors même que le chef d'entreprise serait en état d'insolvabilité. Cette immatriculation s'opèrera pour une valeur égale au dividende commun. Force sera, en ce cas, de payer aux autres créanciers un dividende immédiat inférieur à celui du crédi-rentier, le dividende commun ayant été établi d'après l'admission au passif de la créance de l'Etat pour sa valeur globale, c'est-à-dire pour le capital représentatif de la rente lui-même. Nous savons que cette solution s'impose au point de vue de l'égalité. Mais ici, il y a une raison de plus de la maintenir, car si la masse, par l'organe du syndic, opte pour l'immatriculation, il y a des motifs de croire que la nue propriété de la rente a, par suite des circonstances, une valeur supérieure à la moyenne, soit, à la différence du capital représen-

tatif de la pension viagère suivant les barèmes de la caisse des retraites au capital de la rente perpétuelle correspondante. L'Etat recevrait, en ce cas moins que sa part. Notre solution ne comporterait donc, à son égard, qu'une garantie d'égalité minima.

L'analyse des troisième et quatrième alinéas de l'article 28, montre que, soit qu'on les applique au cas de cessation d'industrie *stricto sensu*, soit au contraire qu'on en étende la portée à tous les cas de faillite ou de liquidation judiciaire, l'usufruit d'une somme productive d'intérêts égaux aux arrérages de la rente viagère peut toujours être donné au crédi-rentier en paiement de sa créance. Mais, si on restreint le domaine d'application des dispositions de la loi de 1898 aux faillites et liquidations qui se terminent par la cessation d'industrie, ce mode de libération sera seulement *in facultate solutionis* : le paiement du capital représentatif de la rente sera *in obligatione*. Si, au contraire, le débiteur obtient un concordat, les termes de l'obligation sont renversés et c'est le paiement du capital représentatif de la rente qui est *in facultate*. La constitution, au profit du crédi-rentier, de l'usufruit d'une somme productive d'intérêts égaux aux arrérages de la rente viagère devient la solution régulière et conforme au développement des idées essentielles à l'obligation. En ce dernier cas, le dé-

biteur n'est plus lié, comme dans l'hypothèse inverse, par les formes étroites que le décret du 20 février 1899 impose. Pourvu que l'Etat soit nanti de la valeur nécessaire, peu importe les conditions formelles du nantissement. La consignation pure et simple de la somme suffisante sera la solution générale. L'Etat pourra accepter des valeurs dont il sera libre d'apprécier la consistance. Cette faculté lui serait interdite s'il devait se conformer aux prescriptions d'un décret.

Telles sont les conséquences d'une distinction que nous avons cru devoir établir sur la base des principes du Code civil et les règles de l'interprétation juridique.

CHAPITRE IV

Quelle solution y a-t-il lieu d'adopter au cas d'assurance du chef d'entreprise ou de son affiliation à un syndicat de garantie ?

Sommaire : Cas dans lequel la question de l'application de l'article 1978 peut se présenter. — L'article est-il applicable aux Compagnies d'assurances. — *Quid*, au cas d'insolvabilité du chef d'entreprise assuré. — De la liquidation des compagnies d'assurances. — Extension des mêmes solutions au cas où le chef d'entreprise est affilié à un syndicat de garantie.

La loi du 9 avril 1898 astreint les compagnies d'assurance contre les accidents à un ensemble de conditions destinées à garantir leur solvabilité et la régularité de leurs opérations. Ce système de restriction est la mise en œuvre d'un principe nouveau dans notre législation française : le contrôle et la surveillance de l'Etat sur le fonctionnement de sociétés privées. Aussi, la question de l'inexécution de l'obligation de rente viagère assumées par ces compagnies perd-elle beaucoup de son intérêt pra-

tique. Le régime auquel la loi les soumet ne leur permettra pas de se soustraire aisément au paiement de l'indemnité. Le cas sera du moins rare.

On peut cependant imaginer plusieurs hypothèses dans lesquelles se présente la question de savoir s'il y a matière à la consignation d'un capital de garantie, conformément aux principes du Code civil.

La compagnie d'assurance a promis au chef d'entreprise de l'indemniser des conséquences juridiques des accidents qui arriveraient à ses ouvriers dans leur travail. Mais elle n'a pas entendu assumer une responsabilité plus étendue que celle qui découle des hasards du fonctionnement de l'entreprise, c'est-à-dire du risque professionnel. Si l'accident est la conséquence d'une faute lourde du chef d'entreprise, elle laissera à la charge de celui-ci la réparation du préjudice. Pour peu que l'indemnité due soit considérable, ce qui arrivera si l'accident a causé la mort d'un certain nombre d'ouvriers, la compagnie s'efforcera de dégager sa responsabilité, en invoquant toutes les circonstances de nature à détruire le caractère fortuit de l'accident, et, principalement, la faute lourde du chef d'entreprise, à charge d'en faire la preuve suivant les principes du droit commun. On peut donc prévoir le cas où elle refusera de payer l'indemnité.

Pendant que l'instance se poursuit entre le chef

d'entreprise et la compagnie d'assurance, quel sera le sort de la victime de l'accident. Celle-ci a pour débiteur le chef d'entreprise et subsidiairement l'Etat. L'assurance, à son égard, est *res inter alios acta* ; il ne connaît pas la compagnie. Supposons que le patron refuse de payer, l'Etat assurera-t-il à l'ouvrier le paiement de son indemnité. Il se peut que l'Etat n'y consente point et invite l'ouvrier à actionner directement le chef d'entreprise, et celui-ci pourra être condamné par le juge à fournir une consignation égale à la somme productive d'intérêts assez élevés pour compenser les arrérages de la rente. Si, par la suite, le chef d'entreprise gagne son procès avec la compagnie d'assurance, il se fera rembourser par elle tous les frais que sa résistance lui aura causés et, s'il y a lieu, la somme qu'il aura été obligé de consigner.

Il n'est pas sûr que l'Etat se refuse à payer : tout dépend de l'appréciation du directeur de la caisse nationale des retraites. S'il paie, ne devra-t-il pas suspendre son recours jusqu'à ce que le litige pendant ait reçu une solution. L'assurance n'est pas à son égard *res inter alios acta*. La loi, en effet, interdit à l'Etat tout recours contre le chef d'entreprise qui s'est assuré : elle n'exempte pas ce dernier des conséquences de ses fautes positives, mais jusqu'à preuve contraire, il n'est pas en faute. C'est donc la compagnie d'assurance qui devra payer. Or, elle

refuse de payer, par hypothèse ; si l'Etat la poursuit, elle fera opposition à sa contrainte. Supposons qu'elle vienne ensuite à succomber dans l'instance introduite, contre elle, par le chef d'entreprise ; débitrice d'une rente viagère dont elle refuse le paiement, sera-t-elle sujette à l'application de l'article 1978 du Code civil ?

A cette hypothèse il faut joindre le cas où la compagnie, après avoir accepté la responsabilité du paiement de l'indemnité refuse de la continuer, sous un prétexte quelconque, par suite d'une prétendue atténuation ou disparition de l'infirmité de l'ouvrier, par exemple. Dans tous les cas, elle cherchera, par tous les moyens en son pouvoir, à restreindre l'importance de ses engagements et à augmenter ses dividendes. Si le juge la déclare mal fondée dans ses prétentions, il y aura lieu à l'exécution forcée de la rente et c'est l'Etat qui l'exigera. Pourra-t-il invoquer l'article 1978 et se faire attribuer un capital de garantie ?

En principe, l'article 1978 ne paraît pas devoir s'appliquer aux contrats d'assurances passés entre les particuliers et les compagnies. Ce texte repose sur les bases mêmes du contrat de rente viagère, tel qu'il résulte des dispositions du Code civil. Or, le contrat de rente viagère du Code civil est, pour le débi-rentier comme pour le crédi-rentier, essentiellement aléatoire. C'est la considération de ce carac-

tère essentiel qui motive les dispositions de l'article 1978 : il a été rédigé en vue d'assurer aux deux parties la conservation de leurs chances respectives. Lorsqu'une rente viagère est conclue entre un particulier et une compagnie d'assurance, le contrat n'est aléatoire qu'au regard du crédi-rentier. La compagnie, au contraire, assume l'obligation dans des conditions de nature à supprimer tout aléa ; c'est ce qui lui permet de s'engager moyennant un sacrifice moins lourd, de la part du crédi-rentier. Que celui-ci meurt avant ou après l'épuisement du capital, il n'y a, en principe, pour la compagnie, ni gain, ni perte, résultant de la réalisation d'une chance ou d'un risque. Le prix d'achat de la rente est déterminé suivant une durée de vie moyenne. Si le crédi-rentier meurt prématurément, le reliquat du capital ira alimenter les fonds destinés au service des arrérages des pensionnaires qui dépasseront l'âge moyen, et, réciproquement, au cas de survie, la compagnie trouvera dans le reliquat des capitaux rendus disponibles par suite des décès antérieurs, les moyens de continuer à payer la rente.

La compagnie d'assurance ne fait pas de spéculation ; elle cherche à établir la compensation exacte des chances et des risques inhérents aux opérations d'assurance, grâce à une proportion définie au moyen des statistiques de mortalité. Elle repose en défini-

tive sur les bases mêmes de la mutualité. Ce que perdent certains crédi-rentiers, ce n'est pas la compagnie qui le gagne, c'est l'ensemble des credi-rentiers sur qui est reparti à l'avance le produit de la réalisation des chances. La solvabilité de la compagnie n'est donc pas influencée par les décès des pensionnaires. L'actif et le passif sociaux sont dans un rapport constant. La compagnie a, d'ailleurs fixé ce rapport de manière à se réserver un bénéfice qui est, en principe et par essence, certain. Sa situation juridique n'est donc pas, à beaucoup près, assimilable à celle d'un débi-rentier tenu dans les termes du Code civil. La différence suffit, selon nous, pour écarter l'application de l'article 1978 en cette matière.

Quelles seront, dès lors, les conditions de l'exécution forcée de la convention qui n'aura pas été observée par la compagnie d'assurance. L'exécution forcée aboutit à la réparation du préjudice que cause l'inexécution. Pour y parvenir, il s'agira d'obtenir, judiciairement, de la compagnie les moyens d'exécuter la rente. Comme il n'y a pas lieu de tenir compte d'aucun aléa au regard de la société, débi-rentier et que l'article 1978 ne s'applique pas, rien n'empêchera d'exiger d'elle le paiement du capital représentatif de la rente qui permettra à l'Etat d'en assurer le service. C'est, au contraire, cette solution

qui est la plus simple et qui s'impose par sa régularité.

Mais, pourrait-on objecter, l'alinéa 1^{er} de l'article 28, ne s'oppose-t-il pas à cette solution. « Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut-être exigé des débiteurs. » Cette disposition signifie, d'une part, que l'ouvrier ne pourra choisir entre le versement du capital représentatif de la pension et le paiement de la rente : il devra accepter l'indemnité qui lui est due, sous forme de rente ; et, d'autre part, que le chef d'entreprise, la compagnie d'assurance ou le syndicat de garantie ont le droit absolu de se libérer dans la forme qui leur convient le mieux. Elle se réfère, selon nous, à l'exécution volontaire de la créance ; nous ne croyons pas qu'elle ait une influence quelconque sur l'exécution forcée et l'obligation de payer des dommages-intérêts. Or, c'est à ce titre que le paiement du capital représentatif sera exigé. En ne payant pas les arrérages, la compagnie cause dans le présent et dans l'avenir un préjudice au crédi-rentier : c'est le service de la rente considérée dans la succession des prestations qui la constituent qui est compromis. Le paragraphe 1^{er} de l'article 28 ne saurait exempter les débiteurs des dommages-intérêts dont ils sont responsables.

Mais si, après qu'une décision judiciaire ait consacré la solution que nous proposons, il arrive que

l'infirmité de l'ouvrier disparaisse, il nous paraît juste de faire restituer par l'Etat à la Compagnie le reliquat du capital. Ce serait, à notre avis, un cas répétition de l'indû.

Y a-t-il matière à l'application de garantie judiciaire, au cas où le chef d'entreprise assuré tomberait en faillite ? La Compagnie d'assurance a passé avec ce dernier un contrat en vertu duquel elle s'engage à payer à un tiers l'indemnité dont la responsabilité lui incombe. La faillite ou la liquidation de l'assuré peut-elle avoir quelque influence sur l'exécution de ce contrat ? La masse peut-elle prétendre faire tomber l'indemnité dans l'actif de la faillite ? Nous ne le pensons pas. La créance du chef d'entreprise assuré à l'encontre de la Compagnie d'assurance, a pour objet un fait : le fait d'acquitter une dette propre au chef d'entreprise. Celui-ci, non plus que la masse, en tant qu'elle a, par l'organe du syndic, l'exercice de ses créances, n'a d'autre droit que d'obliger la Compagnie à l'accomplissement du fait promis qui est l'objet de la créance issue du contrat d'assurance. Et d'ailleurs, si l'ouvrier n'est pas payé, l'affaire ne se règlera pas entre lui et le chef d'entreprise, mais abstraction faite de la faillite de ce dernier, entre l'Etat et la Compagnie d'assurance : Nous retombons ainsi dans un des cas précédemment examinés.

Les diverses solutions que nous avons jusqu'ici admises font prévoir celle que nous accepterions dans l'hypothèse de la mise en liquidation d'une Compagnie d'assurance contre les accidents.

Les dispositions du décret du 28 février 1899 sont de nature à rendre cette hypothèse rare, mais non pas impossible. A notre avis, ces dispositions, d'ailleurs excellentes manquent de sanction. La surveillance et le contrôle de l'Etat qu'elles instituent ne suffiront pas à prévenir toute fraude, toute falsification d'écriture, si ces délits ne doivent être réprimés par des pénalités spéciales. Les dispositions préventives n'excluent pas les mesures répressives : les unes constituent, au contraire, le complément nécessaire des autres. Or, il n'y a aucune pénalité spéciale de prévue contre les directeurs, administrateurs, comptables, qui auraient commis quelque infraction grave à la loi et aux règlements. La seule sanction d'ordre répressif c'est l'annulation de la Société. Or, l'annulation entraîne la liquidation et si la société est insolvable force sera bien de payer un dividende. Sur quelle somme porterait-il ?

Pour nous, le dividende de l'Etat portera sur la somme des capitaux représentatifs des rentes, dont il a garanti l'exécution. C'est la conséquence des principes que nous avons précédemment exposés.

Nous croyons devoir également écarter l'applica-

tion de l'article 1978 des cas où la rente serait assurée par un syndicat de garantie. Du moment que l'Etat reconnaît l'existence du syndicat, et qu'il s'adresse à lui, il le considère et le prend tel qu'il est organisé. Or, la base de syndicat de garantie est la même que celle d'une Compagnie d'assurance ; leurs opérations ont la même nature : elles reposent sur la mutualité et, ici, elle se révèle dans toute sa pureté. Aussi admettrons-nous les mêmes solutions que dans les cas précédents.

Toutefois, au cas de liquidation, l'Etat a contre le syndicat une action plus puissante par sa multiplicité et sa portée, et qui naît de la solidarité à laquelle tous les membres du syndicat sont soumis (article 21 du décret du 28 février 1899). A moins d'un désastre économique qui plonge toute une région dans la ruine, l'Etat a la chance de recouvrer le montant total de sa créance.

CONCLUSION

La consignation ordonnée par le juge, au cas de litige portant sur l'exécution d'une rente viagère, d'une somme productive d'intérêts égaux aux arrérages, au profit du crédi-rentier qui a obtenu gain de cause, peut, selon nous, avoir lieu, au point de vue spécial de la loi du 9 avril 1898, sur le risque professionnel, dans deux catégories de cas :

1° Lorsque le tribunal appelé à liquider l'indemnité due à l'ouvrier, condamne le chef d'entreprise qui a soulevé la contestation de mauvaise foi et dans le but de se soustraire à l'exécution de son obligation légale (1).

2° Lorsque, l'indemnité une fois liquidée, le tribunal, à la demande du crédi-rentier, fait application de l'article 1978 du Code civil.

En traitant des cas de la première catégorie, nous avons admis que si le juge pouvait, en vertu d'une

1. Nous avons ramené ici, *brevitater causa*, les conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir du juge à la condition générale de mauvaise foi et de résistance injustifiée.

autorité tant soit peu arbitraire ordonner la consignation, dans des circonstances définies, la victime de l'accident, se fondant sur une aggravation du préjudice, **avait** le droit de la réquerir, à titre de dommages-intérêts **accessoirés**.

En ce qui concerne la **seconde** catégorie de cas, nous avons écarté l'application de l'article 1978 du Code civil, des hypothèses dans lesquelles le débiteur de la rente viagère serait une compagnie d'assurance ou un syndicat de garantie. Mais nous l'avons adoptée :

1° Lorsque l'ouvrier avait, sur l'invitation de l'administration, directement agi contre le chef d'entreprise et obtenu gain de cause.

2° Lorsque l'Etat, ayant payé pour le chef d'entreprise, avait exercé son recours contre lui, et, sur l'opposition à contrainte faite par lui, avait été obligé de demander à la justice l'exécution de son obligation.

3° Au cas où, le chef d'industrie étant devenu insolvable, sa faillite ou sa liquidation n'a pas entraîné la cessation de l'industrie.

4° Dans celui où, alors même que la faillite ou la liquidation devraient entraîner la cessation de l'industrie, le crédi-rentier produit un jugement ordonnant la consignation, antérieur à la période suspecte.

Enfin, nous avons cru devoir admettre que dans

tous les cas d'insolvabilité, le débi-rentier pouvait procéder à la consignation, par application du dernier alinéa de l'article 28 de la loi, et, au moins, sous la forme d'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom du titulaire de la pension.

Quant à la consignation ordonnée au moment de la liquidation de l'indemnité, nous n'avons rencontré d'autre obstacle à l'établissement de notre idée que l'intérêt du débiteur et celui de ses créanciers autres que le crédi-rentier. Dans aucune partie de la loi, nous n'avons trouvé de disposition qui visât le pouvoir du juge en cette matière et s'opposât à son exercice. Et nous en avons tiré des conséquences qui ne peuvent être que bienfaisantes pour la victime du préjudice, pour les justiciables, les contribuables et pour l'Etat. Nous n'avons pas cru devoir prendre en considération l'intérêt du chef d'entreprise, alors qu'il s'agissait d'un débiteur peu scrupuleux et de mauvaise foi. Quant aux créanciers, autres que le crédi-rentier, la consignation ne saurait les atteindre, tant que le débiteur ne tombe pas en faillite. Mais, quoi qu'il en puisse être, le préjudice hypothétique que notre système leur cause est amplement compensé par l'effet qu'il aurait sur le crédit commercial général et qui tend à réduire jusqu'à néant l'impôt destiné au fonds de garantie, qui pèse sur les commerçants et les industriels.

Notre solution donne satisfaction aux mêmes in-

térêts lorsqu'elle a lieu par application de l'article 1978. Dans tous les cas elle ne peut qu'inciter les chefs d'entreprise à pratiquer l'assurance, et restreindre les risques de contribution au paiement des dettes des insolvable.

En ce qui concerne l'application de l'article 1978 au cas d'insolvabilité du chef d'entreprise, on pourra trouver notre interprétation de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 trop littérale, mais nous doutons qu'on puisse nous reprocher d'avoir manqué aux règles de l'interprétation juridique, en matière de dérogation au droit commun. Si nous avons quelque peu sacrifié le texte, d'ailleurs élastique, d'un décret nous n'avons eu contre nous, au point de vue des effets de notre solution, ni l'intérêt du débiteur, ni celui même des créanciers. Dans tous les cas, nous croyons leur donner satisfaction.

Notre but a été de nous montrer à la fois pratique et aussi juridique que possible. Nous pensons avoir fait quelque chose pour l'atteindre. Quoiqu'il en soit, nous ne saurions ne pas espérer qu'un système qui satisfait les intérêts du créancier et du débiteur, toutes les fois que ce dernier a droit à quelque intérêt, ceux des particuliers et ceux de l'Etat, quand même il y parviendrait au prix d'une interprétation étroite des textes, ne puisse se recommander à quelque considération.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉLIMINAIRES. — Objet et division de cette étude...	1
CHAPITRE I. — Le juge peut-il, en prononçant la condamnation du chef d'entreprise au paiement de la rente fixée par la loi, ordonner la consignation d'un capital productif d'intérêts égaux aux arrérages de la rente?.....	11
<i>Sommaire</i> : Absence de dispositions s'opposant expressément au pouvoir du juge d'ordonner la consignation. — Essai de justification de ce pouvoir considéré en lui-même. — Pourquoi la loi nouvelle ne saurait l'atteindre. — La consignation ordonnée par le juge fait-elle double emploi avec la garantie de l'Etat : nature de cette garantie.	
Conditions dans lesquelles le juge pourrait ordonner la consignation, au point de vue de la loi du 9 avril 1898. — Différences de la consignation avec l'hypothèque judiciaire.	
Fonction de la consignation ordonnée par le juge au point de vue social.	
Effets de la consignation au point de vue des intérêts des justiciables et des contribuables, et, au cas de faillite, à l'égard de la masse.	
Forme de la consignation.	
CHAPITRE II. — L'article 1978 du Code civil est-il applicable aux cas de défaut de paiement des arrérages	
Craggs	8

d'une rente viagère due en vertu de la loi sur le risque professionnel.	Pages 38
<i>Sommaire</i> : Appréciation des divers systèmes d'interprétation de l'article 1978 du Code civil. — Analyse de l'obligation contractuelle de rente viagère. — Critique du système qui attribue au crédi-rentier non payé le capital représentatif de sa rente. — Justification du système qui consiste à exiger du débi-rentier la garantie d'un capital de consignation. — L'article 1978, mesure d'exécution forcée.	
Analyse de l'obligation légale de rente viagère au point de vue du risque professionnel.	
Application de l'article 1978 au cas où l'ouvrier, sur l'invitation de l'administration, agit directement contre le chef d'entreprise.	
Application de ce même article à l'hypothèse dans laquelle l'Etat exerce son recours contre le chef d'entreprise. — Fonction juridique de l'Etat. — Conditions dans lesquelles l'Etat pourra réquérir l'application de l'article 1978 C. civ. — Effets.	
CHAPITRE III. — De l'application de l'article 1978 du Code civil dans le cas d'insolvabilité du chef d'entreprise.	64
<i>Sommaire</i> : Analyse du 3 ^e alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898. — La faillite ou la liquidation judiciaire est-elle dans tous les cas, la cessation de l'industrie. — Le 3 ^e alinéa de l'article 28 est-il inapplicable au cas où il n'y a pas à proprement parler cessation de l'industrie ; l'article 22 du décret du 28 février 1899 ; raisons tirées de la théorie française du risque professionnel.	
Intérêt de la question. — L'arrêt de la cour de Grenoble de 1855. — L'article 1978 fonde-t-il un privilège ?	
Critique des systèmes d'interprétation de cet article pour le cas où le débi-rentier est insolvable. —	

Essai d'un système éclectique. — Application du système proposé.	Pages
Conséquences au point de vue de la loi sur le risque professionnel, dans le cas où l'insolvabilité du chef d'entreprise n'a pas pour effet la cessation de l'industrie.	
Cas d'application de l'article 1978 du Code civ. alors même que la faillite ou la liquidation devrait entraîner la cessation de l'industrie.	
APPENDICE. — Application du 4 ^e alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898.	95
CHAPITRE IV. — Quelle solution y a-t-il lieu d'adopter au cas d'assurance du chef d'entreprise ou de son affiliation à un syndicat de garantie.	99
Sommaire : Cas dans lesquels la question de l'application de l'article 1978 peut se présenter. L'article est-il applicable aux compagnies d'assurances. — <i>Quid</i> , au cas d'insolvabilité du chef d'entreprise assuré. — De la liquidation des compagnies. — Extension des mêmes solutions au cas où le chef d'entreprise est affilié à un syndicat de garantie.	
CONCLUSION.	109

VU :

Le Président de la thèse,
E. THALLER.

Vu : le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

